

## Rapport de gestion

Le 9 août 2018

Le présent rapport de gestion vise à aider le lecteur à comprendre et à évaluer les tendances et les changements d'importance liés aux résultats d'exploitation et à la situation financière de Pages Jaunes Limitée et de ses filiales pour les trimestres et les semestres clos les 30 juin 2018 et 2017 (données retraitées). Ce rapport doit être lu parallèlement à nos états financiers consolidés audités et aux notes complémentaires pour les exercices clos les 31 décembre 2017 et 2016 ainsi qu'à nos états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités pour les trimestres et les semestres clos les 30 juin 2018 et 2017 (données retraitées). Veuillez vous reporter au communiqué de presse de Pages Jaunes Limitée présentant ses résultats pour le deuxième trimestre clos le 30 juin 2018, publié le 9 août 2018. Les rapports trimestriels, le rapport annuel, les renseignements supplémentaires et la notice annuelle figurent sur le site de SEDAR, à l'adresse [www.sedar.com](http://www.sedar.com) et à la section « Investisseurs – Rapports et dépôts » du site Web de la Société, à l'adresse <https://entreprise.pj.ca/fr>. Les communiqués de presse sont accessibles sur le site de SEDAR et à la section « Nouvelles – Communiqués de presse » du site Web de la Société.

Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités ont été préparés conformément à l'International Accounting Standard (« IAS ») 34, *Information financière intermédiaire*, et ne comprennent pas toute l'information requise dans les états financiers annuels complets en vertu des Normes internationales d'information financière (les « normes IFRS »). Pages Jaunes Limitée a appliqué IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients*, et IFRS 9, *Instruments financiers*, avec prise d'effet pour les exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, et a adopté de façon anticipée IFRS 16, *Contrats de location*, avec prise d'effet pour cette même période. Tel qu'il est permis, les résultats financiers comparatifs de l'exercice précédent ont été retraités pour tenir compte de l'incidence d'IFRS 15 et d'IFRS 16.

Sauf indication contraire, tous les montants figurant dans le présent rapport de gestion sont en dollars canadiens. Veuillez vous reporter à la section « Définitions nécessaires à la compréhension de nos résultats » pour obtenir la liste des mesures financières non définies par les normes IFRS et des indicateurs de performance clés.

Notre structure de présentation des résultats reflète la façon dont nous gérons notre entreprise et classons nos activités aux fins de planification et d'évaluation du rendement.

Dans le présent rapport de gestion, les termes « nous », « notre/nos », la « Société », « Pages Jaunes » et « PJ » désignent Pages Jaunes Limitée et ses filiales [notamment Pages Jaunes Solutions numériques et médias Limitée, 411 Local Search Corp. (411.ca), Pages Jaunes Habitations Limitée (Pages Jaunes Immobilier), YPG (USA) Holdings, Inc., Yellow Pages Digital & Media Solutions LLC [ces deux dernières étant collectivement appelées YP (États-Unis)], Bookenda Limitée (Bookenda), Solutions YP Dine Limitée (PJ Resto), 9059-2114 Québec Inc. et DuProprio Inc. (ces deux dernières étant collectivement appelées DuProprio/ComFree) et Publicité Juice DMS Limitée et Juice Mobile USA LLC (ces deux dernières étant collectivement appelées JUICE)].

### Mise en garde concernant l'information prospective

Le présent rapport de gestion comprend des affirmations au sujet des objectifs, des stratégies, de la situation financière, des résultats d'exploitation et des activités de PJ. Ces déclarations sont considérées comme « prospectives » puisqu'elles sont basées sur nos attentes actuelles, en date du 9 août 2018, au sujet de nos activités et des marchés sur lesquels nous les exerçons, ainsi que sur diverses estimations et hypothèses.

L'information et les déclarations prospectives sont fondées sur plusieurs hypothèses qui pourraient faire en sorte que nos résultats réels diffèrent de façon significative des attentes exprimées ou sous-entendues dans cette information et ces déclarations prospectives et que nos stratégies, nos objectifs et nos plans d'affaires ne soient pas réalisés ou atteints. Par conséquent, nous ne pouvons garantir que l'une ou l'autre de nos déclarations prospectives se réalisera et nous mettons en garde le lecteur contre le risque que représente le fait de s'appuyer sur ces déclarations prospectives. L'information et les déclarations prospectives qui figurent dans le présent rapport de gestion sont présentées dans le but d'aider les investisseurs et les autres parties à comprendre nos stratégies, nos objectifs et nos plans d'affaires. Le lecteur est donc mis en garde contre le fait que cette information pourrait ne pas convenir à d'autres fins. Pour formuler certaines déclarations prospectives, nous avons eu recours aux hypothèses suivantes :

- La conjoncture économique au Canada ne se détériorera pas.
- Nous serons en mesure d'attirer et de conserver du personnel clé afin d'occuper des postes clés.
- Nous serons en mesure de lancer, de vendre et de fournir des produits et services qui nous aideront à soutenir notre clientèle et amélioreront les produits moyens par client.

- La baisse des produits tirés des médias imprimés demeurera à un niveau égal ou inférieur à 25 % par année.
- Les marges brutes du secteur PJ ne diminueront pas significativement des niveaux actuels.
- Les réductions continues des dépenses atténueront l'incidence sur les flux de trésorerie de toute baisse des produits.
- L'exposition au risque de change découlant des transactions libellées en devises demeurera négligeable.

L'information et les déclarations prospectives sont également fondées sur l'hypothèse qu'aucun des facteurs de risque indiqués pouvant faire en sorte que les résultats réels diffèrent de façon significative des résultats prévus décrits dans l'information et les déclarations prospectives ne se concrétisera.

Dans ce rapport de gestion, les déclarations prospectives se reconnaissent à l'usage de termes comme « chercher à », « prévoir », « croire », « pouvoir », « estimer », « s'attendre à », « objectif », « avoir l'intention de », « devoir », « planifier », « prédire », « s'efforcer de », « viser », et autres verbes ou expressions semblables. Elles reflètent les attentes actuelles concernant des événements futurs et le rendement d'exploitation à venir et valent uniquement à la date du présent rapport de gestion. La Société ne s'engage aucunement à les mettre à jour ou à les réviser en fonction de nouveaux faits ou de nouvelles circonstances, sous réserve d'une obligation imposée par les lois sur les valeurs mobilières. Les déclarations prospectives traitent d'un grand nombre de risques et d'incertitudes; elles ne devraient pas être considérées comme des garanties de résultats ou de rendements futurs et n'indiquent pas nécessairement avec précision si ces résultats ou ce rendement seront atteints. Un certain nombre de facteurs pourraient faire différer significativement les résultats ou le rendement réels de ceux indiqués dans les déclarations prospectives et pourraient avoir une incidence défavorable importante sur la Société, ses activités, ses résultats d'exploitation et sa situation financière, y compris, sans s'y limiter, les facteurs de risque suivants mentionnés à la section « Risques et incertitudes » du présent rapport de gestion ainsi que ceux décrits à la section « Facteurs de risque » de notre notice annuelle :

- L'incapacité de la Société à stabiliser ou à accroître ses produits et sa clientèle.
- L'incapacité de la Société d'attirer et de fidéliser des clients, et de leur vendre de nouveaux produits.
- Une forte concurrence pourrait réduire la part de marché de la Société.
- Une diminution plus marquée que prévu du taux de déclin des produits tirés des médias imprimés en raison de changements dans les préférences et les habitudes des consommateurs.
- L'incapacité de la Société d'améliorer et d'élargir son offre de produits de marketing et de médias numériques.
- L'incapacité de la Société à établir les relations et à fournir les technologies requises pour répondre de façon adéquate aux besoins de ses clients nationaux.
- Une proportion plus élevée que prévu des produits d'exploitation tirés des médias et solutions numériques de la Société à marge moins élevée, comme les services et la revente.
- L'incapacité de la Société d'attirer et de conserver du personnel clé.
- Les activités de la Société dépendent de l'utilisation de ses médias mobiles et en ligne, et l'incapacité de préserver l'utilisation des médias numériques de la Société pourrait nuire à sa capacité d'augmenter ses produits d'exploitation et d'étendre ses activités.
- Des retards dans la mise en œuvre des systèmes et plateformes de technologies requis pour soutenir les activités commerciales de la Société ou l'incapacité de les mettre en œuvre.
- L'incapacité de la Société d'optimiser sa structure de coûts.
- Des arrêts de travail et d'autres perturbations du travail.
- La contestation par les autorités fiscales de la position de la Société relativement à certaines questions d'ordre fiscal.
- La perte de relations clés ou des changements dans le niveau de service fourni par les applications cartographiques et les moteurs de recherche.
- La défaillance des ordinateurs et des systèmes de communication de la Société.
- L'incapacité de la Société à générer des fonds suffisants, qu'ils proviennent de l'exploitation, de financements par emprunt ou par actions ou de refinancements.
- L'augmentation des cotisations versées par la Société à ses régimes de retraite.

## Définitions nécessaires à la compréhension de nos résultats

### Bénéfice d'exploitation avant amortissements et frais de restructuration et autres charges (recouvrement) (« BAIIA ajusté » et « marge sur BAIIA ajusté »)

Nous faisons état de notre bénéfice d'exploitation avant amortissements et frais de restructuration et autres charges (recouvrement) (« BAIIA ajusté »). Le BAIIA ajusté et la marge sur BAIIA ajusté ne sont pas des mesures du rendement définies par les normes IFRS et ils ne sont pas considérés comme un substitut du bénéfice d'exploitation ou du bénéfice net pour mesurer le rendement de Pages Jaunes. Les définitions du BAIIA ajusté et de la marge sur BAIIA ajusté ne sont pas normalisées; il est donc peu probable qu'ils soient comparables à des mesures semblables employées par d'autres sociétés cotées en Bourse. Le BAIIA ajusté et la marge sur BAIIA ajusté ne devraient pas être utilisés comme mesures exclusives des flux de trésorerie, car ils ne tiennent pas compte de l'incidence des variations du fonds de roulement, de l'impôt sur le résultat, des paiements d'intérêts, de la capitalisation des régimes, des dépenses d'investissement, des acquisitions d'entreprises, des réductions du capital de la dette ainsi que d'autres rentrées et sorties de fonds, qui sont présentées à la page 22 de ce rapport de gestion.

Nous définissons le BAIIA ajusté comme les produits moins les coûts d'exploitation, tels qu'ils sont présentés dans les états consolidés intermédiaires résumés du résultat net de Pages Jaunes Limitée. Nous définissons la marge sur BAIIA ajusté en tant que le BAIIA ajusté en pourcentage des produits. Nous utilisons le BAIIA ajusté et la marge sur BAIIA ajusté pour évaluer le rendement de nos activités, car ils reflètent la rentabilité continue. Nous sommes d'avis que certains investisseurs et analystes utilisent le BAIIA ajusté et la marge sur BAIIA ajusté pour évaluer la capacité d'une société à assurer le service de sa dette et à satisfaire à d'autres obligations de paiement ou comme mesure courante pour évaluer les sociétés exerçant leurs activités dans le secteur des médias et des solutions de marketing ainsi que pour évaluer le rendement d'une entreprise. Le BAIIA ajusté est également une composante dans la détermination de la rémunération incitative à court terme de tous les employés-cadres.

### BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement

Le BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement est une mesure financière non définie par les normes IFRS et il n'a pas de signification normalisée selon les normes IFRS. Il est donc peu probable qu'il soit comparable à des mesures semblables employées par d'autres sociétés cotées en Bourse. Nous définissons le BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement comme le BAIIA ajusté, tel qu'il est défini ci-dessus, moins les dépenses d'investissement, que nous définissons comme les acquisitions d'immobilisations incorporelles et les acquisitions d'immobilisations corporelles, déduction faite des avantages incitatifs relatifs à un bail reçu, tous présentés dans la section « Activités d'investissement » des tableaux consolidés intermédiaires résumés des flux de trésorerie de la Société. Nous utilisons le BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement comme une mesure de rendement clé pour nos activités, car il reflète les flux de trésorerie provenant de nos activités commerciales. Nous sommes d'avis que certains investisseurs et analystes utilisent le BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement pour évaluer le rendement des entreprises de notre secteur. Veuillez vous reporter au tableau de la section 1, Activités et produits et services offerts aux clients, pour connaître les composantes des dépenses d'investissement pour les trimestres clos le 30 juin 2018 et le 30 juin 2017.

Le rapport de gestion comprend les sections suivantes :

1. Activités et produits et services offerts aux clients
2. Résultats
3. Situation de trésorerie et sources de financement
4. Hypothèses et estimations critiques
5. Risques et incertitudes
6. Contrôles et procédures

## 1. Activités et produits et services offerts aux clients

### Nos activités

Pages Jaunes, l'un des principaux fournisseurs de solutions de marketing et de médias numériques au Canada, offre des outils ciblés aux entreprises locales, aux marques nationales et aux clients qui leur permettent d'interagir et de faire des affaires dans l'économie numérique actuelle.

### Produits et services offerts aux clients

Pages Jaunes, par l'entremise de son secteur PJ, offre aux petites et moyennes entreprises (« PME ») du Canada un accès intégral à l'une des gammes de solutions de marketing et de médias numériques et traditionnels les plus complètes au pays, notamment le positionnement prioritaire en ligne et mobile sur les médias numériques de Pages Jaunes, la syndication de contenu, des solutions de moteurs de recherche, la réalisation de sites Web, la gestion de campagnes sur les médias sociaux, un service d'affichage numérique, la production vidéo ainsi que la publicité imprimée. L'effectif de vente de la Société, qui compte 400 professionnels dévoués, offre cette gamme complète de solutions de marketing aux entreprises locales partout au pays, tout en répondant aux besoins changeants de sa clientèle existante, qui compte 209 100 PME.

Le secteur Agence de la Société offre des solutions de marketing dont la portée s'étend au-delà des PME pour répondre aux besoins en matière de publicité nationale des marques et des éditeurs. Mediative exploite un vaste réseau d'éditeurs et l'une des plus importantes bases de données sur les consommateurs au pays et fournit à des entreprises et à des marques nationales des solutions de marketing qui leur permettent de rejoindre des clients éventuels. JUICE, une entreprise de technologies publicitaires mobiles acquise en mars 2016, facilite l'achat et la vente automatique de publicité mobile entre les marques et les éditeurs par l'entremise d'une plateforme programmatique directe et d'une plateforme d'enchères en temps réel. La Société offrait la conception et la livraison de contenu personnalisé pour les marques mondiales par l'entremise de Totem, dont la vente a eu lieu le 31 mai 2018.

La Société a cédé son secteur Immobilier en vendant DuProprio/ComFree (« DPCF ») le 6 juillet 2018 pour 51,0 M\$ et Pages Jaunes Immobilier le 23 juillet 2018 pour un montant nominal. Les deux entreprises étaient pleinement opérationnelles tout au long des périodes présentées. Les actifs et les passifs liés à DPCF ont été classés comme détenus en vue de la vente dans le bilan de la Société au 30 juin 2018. Le secteur Immobilier offrait aux propriétaires de maison du Canada des médias pour vendre leur maison d'une façon peu coûteuse et qui a fait ses preuves de même que des inscriptions immobilières publiées à l'échelle locale.

Le secteur Autre de Pages Jaunes comprend le service d'annuaire numérique 411.ca et comprenait Western Media Group jusqu'à la cession de cette entreprise pour un montant nominal le 31 mai 2018.

### Médias

Les médias de la Société, principalement les médias fixes, mobiles et imprimés, demeurent des marchés efficaces pour les marchands locaux canadiens, les marques et les consommateurs. Le réseau de médias de la Société permet aux Canadiens de découvrir des entreprises dans leurs quartiers, dans les marchés verticaux des services, de l'immobilier, de la restauration et du commerce de détail. La description des médias numériques de la Société, énumérés par secteur, est fournie ci-dessous.

#### Secteur PJ

- PJ<sup>MC</sup> – disponible en ligne et comme application mobile à l'adresse PJ.ca, PJ permet aux utilisateurs de découvrir leur quartier et d'y faire des affaires au moyen de profils de marchands complets, de contenu éditorial pertinent, de critiques et de fonctionnalités de réservation.
- Canada411 (C411) – l'une des destinations en ligne et sur mobile les plus fiables et fréquentées au Canada pour obtenir les coordonnées de personnes et d'entreprises locales.
- RedFlagDeals.com<sup>MC</sup> – principal fournisseur canadien de forums sur le magasinage, les promotions, les bons de réduction et les rabais mobiles et en ligne.
- PJ Resto<sup>MC</sup> – média numérique qui permet aux utilisateurs de rechercher et de découvrir des restaurants locaux et d'effectuer des réservations en fonction du moment de la journée, de l'ambiance recherchée, de l'objectif visé et de suggestions d'experts, en plus d'offrir des capacités de commande en ligne.
- Bookenda.com – plateforme transactionnelle en ligne de premier plan qui permet aux utilisateurs et aux marchands d'interagir et de gérer les réservations et les commandes.

- PJ Shopwise<sup>MC</sup> – application mobile offrant des rabais et des circulaires géolocalisés ainsi qu'un accès à des catalogues de produits de détaillants locaux et nationaux.
- La Société est l'éditeur officiel des annuaires de Bell, de TELUS, de Bell Aliant, de MTS Allstream et d'un certain nombre d'autres entreprises de téléphonie titulaires.

#### Secteur Immobilier

- La Société a cédé les activités liées à ses deux médias du secteur Immobilier dans le cadre de transactions distinctes en juillet 2018.
- DuProprio/ComFree (vendue le 6 juillet 2018) – le site immobilier numérique dominant au Québec à l'heure actuelle et l'un des cinq réseaux numériques immobiliers les plus visités au Canada, DPCF offre aux propriétaires un service professionnel et économique pour mettre en marché et vendre leurs propriétés.
- Pages Jaunes Immobilier (cédée le 23 juillet 2018) – offre aux Canadiens des renseignements utiles leur permettant de prendre des décisions éclairées en matière d'achat, de vente ou de location de propriétés. Les médias numériques exploités sous la bannière Pages Jaunes Immobilier comprenaient PJ Immobilier À Louer et PJ Immobilier Construction Neuve.

#### Secteur Autre

- 411.ca – service d'annuaire numérique pour aider les utilisateurs à trouver des personnes et des entreprises locales et à entrer en contact avec elles.

#### **Principales données analytiques**

Le succès de notre entreprise est tributaire de l'amélioration continue de la rentabilité opérationnelle et de l'efficacité des dépenses d'investissement. L'amélioration à long terme de la rentabilité dépend de la croissance des produits tirés des médias et solutions numériques ainsi que de la rétention et de la croissance de notre clientèle. Les principales données analytiques pour le trimestre clos le 30 juin 2018 comprennent les éléments suivants :

- BAIIA ajusté : le BAIIA ajusté a augmenté pour se chiffrer à 57,2 M\$, ou 35,1 % des produits, pour le trimestre clos le 30 juin 2018, comparativement à 49,9 M\$, ou 25,8 % des produits, pour la période correspondante de l'exercice précédent.
- BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement : le BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement a augmenté pour se chiffrer à 56,8 M\$ pour le trimestre clos le 30 juin 2018, comparativement à 38,1 M\$ pour le trimestre clos le 30 juin 2017.
- Produits tirés des médias et solutions numériques : les produits consolidés tirés des médias et solutions numériques ont diminué de 11,5 % d'un exercice à l'autre pour se chiffrer à 121,8 M\$ pour le trimestre clos le 30 juin 2018, ce qui représente 74,6 % des produits consolidés.
- Nombre de clients et produits moyens par client du secteur PJ : le nombre de clients du secteur PJ a diminué pour s'établir à 209 100 clients pour la période de douze mois close le 30 juin 2018, comparativement à 236 500 clients pour la période correspondante de l'exercice précédent, ce qui représente un recul de 27 400 clients pour la période de douze mois close le 30 juin 2018, comparativement à un recul de 7 500 clients pour la période correspondante de l'exercice précédent. Les produits moyens par client du secteur PJ pour la période de douze mois close le 30 juin 2018 se sont chiffrés à 2 446 \$ comparativement à 2 562 \$ pour la période de douze mois close le 30 juin 2017, ce qui représente une diminution de 4,6 %.

## **Dépenses d'investissement**

(en milliers de dollars canadiens)

	2018	2017
		(données retraitées)
<b>Pour les trimestres clos les 30 juin</b>		
Acquisitions d'immobilisations incorporelles	<b>2 318 \$</b>	9 525 \$
Acquisitions d'immobilisations corporelles	<b>972</b>	2 698
Moins : avantages incitatifs relatifs à un bail reçus	<b>(2 874)</b>	(338)
<b>Dépenses d'investissement</b>	<b>416 \$</b>	11 885 \$

## Effectif<sup>1</sup>

	Au 30 juin 2018	Au 30 juin 2017	Variation
PJ	1 109	2 127	(1 018)
Agence	126	218	(92)
Immobilier	453	449	4
Autre	122	202	(80)
<b>Effectif</b>	<b>1 810</b>	<b>2 996</b>	<b>(1 186)</b>

<sup>1</sup> La Société définit l'effectif comme le nombre total d'employés excluant les employés en congé d'invalidité de courte durée et de longue durée ou en congé de maternité.

## 2. Résultats

Cette section présente un aperçu de notre performance financière pour le deuxième trimestre de 2018 par rapport à la période correspondante de 2017 (données retraitées). Nous présentons plusieurs mesures afin d'aider les investisseurs à mieux comprendre notre performance, y compris certaines mesures qui ne sont pas définies par les normes IFRS. Ces mesures financières sont définies à la page 3 du présent rapport de gestion et elles constituent des éléments importants à considérer lors de l'analyse de notre performance.

### Faits saillants du deuxième trimestre

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action et les pourcentages)

Pour les trimestres clos les 30 juin	2018	2017 (données retraitées)
Produits	163 212 \$	193 515 \$
Bénéfice d'exploitation avant amortissements et frais de restructuration et autres charges (recouvrement) (« BAIIA ajusté »)	57 222 \$	49 942 \$
Marge sur BAIIA ajusté	35,1 %	25,8 %
Bénéfice net	16 646 \$	2 388 \$
Bénéfice de base par action	0,63 \$	0,09 \$
Dépenses d'investissement	416 \$	11 885 \$
BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement	56 806 \$	38 057 \$
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	25 571 \$	38 647 \$

#### Produits

(en milliers de dollars canadiens)

2018		163 212 \$
2017		193 515 \$

#### BAIIA ajusté

(en milliers de dollars canadiens)

2018		57 222 \$
2017		49 942 \$

#### BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement

(en milliers de dollars canadiens)

2018		56 806 \$
2017		38 057 \$

#### Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation

(en milliers de dollars canadiens)

2018		25 571 \$
2017		38 647 \$

## Résultats d'exploitation et financiers consolidés

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action et les pourcentages)

Pour les trimestres et les semestres clos les 30 juin	2018		2017 (données retraitées)		2018		2017 (données retraitées)	
		% des produits		% des produits		% des produits		% des produits
Produits	163 212 \$		193 515 \$		322 526 \$		373 723 \$	
Coût des produits vendus	66 578	40,8 %	89 051	46,0 %	135 187	41,9 %	174 754	46,8 %
Marge brute	96 634	58,8 %	104 464	54,0 %	187 339	58,1 %	198 969	53,2 %
Autres coûts d'exploitation	39 412	24,1 %	54 522	28,2 %	82 184	25,5 %	107 493	28,8 %
Bénéfice d'exploitation avant amortissements et frais de restructuration et autres charges (recouvrement) (« BAIIA ajusté »)	57 222	35,1 %	49 942	25,8 %	105 155	32,6 %	91 476	24,5 %
Amortissements	19 202	11,8 %	29 262	15,1 %	40 086	12,4 %	56 845	15,2 %
Frais de restructuration et autres charges (recouvrement)	(1 754)	(1,1) %	2 778	1,4 %	9 444	2,9 %	10 064	2,7 %
Bénéfice d'exploitation	39 774	24,4 %	17 902	9,3 %	55 625	17,2 %	24 567	6,6 %
Charges financières, montant net	13 977	8,6 %	12 808	6,6 %	28 139	8,7 %	25 233	6,8 %
Perte à la vente de filiales	903	0,6 %	–	–	903	0,3 %	–	–
Bénéfice avant impôt sur le résultat et perte liée à une participation dans une entité contrôlée conjointement	24 894	15,3 %	5 094	2,6 %	26 583	8,2 %	(666)	(0,2) %
Charge d'impôt sur le résultat	8 248	5,1 %	2 344	1,2 %	10 856	3,4 %	1 312	0,4 %
Perte liée à une participation dans une entité contrôlée conjointement	–	–	362	0,2 %	–	–	721	0,2 %
<b>Bénéfice net (perte nette)</b>	<b>16 646 \$</b>	<b>10,2 %</b>	<b>2 388 \$</b>	<b>1,2 %</b>	<b>15 727 \$</b>	<b>4,9 %</b>	<b>(2 699) \$</b>	<b>(0,7) %</b>
Bénéfice (perte) de base par action	0,63 \$		0,09 \$		0,60 \$		(0,10) \$	
Bénéfice (perte) dilué(e) par action	0,56 \$		0,09 \$		0,57 \$		(0,10) \$	

	Au 30 juin 2018	Au 31 décembre 2017 (données retraitées)
<b>Total de l'actif</b>	<b>544 278 \$</b>	<b>604 375 \$</b>
<b>Dette à long terme (y compris la tranche courante, en excluant les débiteures échangeables)</b>	<b>279 154 \$</b>	<b>308 898 \$</b>
<b>Débiteures échangeables</b>	<b>95 094 \$</b>	<b>94 067 \$</b>
<b>Ratio dette à long terme totale/total de l'actif</b>	<b>68,8 %</b>	<b>66,7 %</b>

## Information sectorielle

La Société gère ses activités, évalue le rendement et affecte les ressources selon quatre secteurs à présenter : PJ, Agence, Immobilier et Autre.

Le secteur PJ offre aux PME du Canada des solutions de marketing et de médias numériques et traditionnels, y compris le positionnement prioritaire en ligne et mobile sur les médias numériques de Pages Jaunes, la syndication de contenu, des solutions de moteurs de recherche, la réalisation de sites Web, la gestion de campagnes sur les médias sociaux, un service d'affichage numérique ainsi que la production vidéo et la publicité imprimée.

Le secteur Agence offre des services de publicité nationale aux marques et aux éditeurs, principalement par l'intermédiaire de sa division Mediative et de ses filiales JUICE et Totem. Mediative offre des services spécialisés de marketing numérique et de médias de performance à des clients nationaux, partout au Canada. La plateforme programmatique directe et la plateforme d'enchères en temps réel exclusives de JUICE facilitent l'achat et la vente automatique de publicité mobile entre les marques et les annonceurs. Totem est une agence de création publicitaire spécialisée dans la conception et la livraison de contenu personnalisé pour les marques mondiales, qui a été vendue le 31 mai 2018.

Le secteur Immobilier offre aux propriétaires de maison canadiens des médias et de l'expertise pour vendre leur maison ainsi que la publication d'inscriptions immobilières à l'échelle locale. Il répond aux besoins des consommateurs dans le marché de l'immobilier au Canada grâce à ses filiales DPCF et Pages Jaunes Immobilier. Après le 30 juin 2018, la Société a cédé son secteur Immobilier en vendant DPCF et Pages Jaunes Immobilier le 6 juillet 2018 et le 23 juillet 2018, respectivement.

Le secteur Autre comprend le service d'annuaire numérique 411.ca et, jusqu'à sa vente le 31 mai 2018, Western Media Group, des revues qui généraient un contenu local en matière de style de vie spécifique à la région de l'Ouest canadien, particulièrement dans les domaines de la restauration, de l'immobilier et de l'art de vivre.

Les résultats sectoriels comprennent les éléments directement attribuables à un secteur ainsi que ceux qui peuvent être attribués sur une base raisonnable. La Société tient compte des transactions entre les secteurs à présenter de la même façon qu'elle tient compte des transactions avec les clients externes et les élimine à la consolidation.

## Analyse des résultats d'exploitation et financiers consolidés et sectoriels

### Produits

(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)

<b>Pour les trimestres et les semestres clos les 30 juin</b>	<b>2018</b>	<b>2017</b>	<b>Variation</b>	<b>2018</b>	<b>2017</b>	<b>Variation</b>
		(données retraitées)	en %		(données retraitées)	en %
<b>PJ</b>	<b>127 176 \$</b>	<b>152 405 \$</b>	<b>(16,6) %</b>	<b>252 609 \$</b>	<b>296 160 \$</b>	<b>(14,7) %</b>
Médias imprimés	37 825	49 302	(23,3) %	70 798	89 640	(21,0) %
Médias numériques	89 351	103 103	(13,3) %	181 811	206 520	(12,0) %
<b>Agence</b>	<b>14 998</b>	<b>18 852</b>	<b>(20,4) %</b>	<b>28 683</b>	<b>33 378</b>	<b>(14,1) %</b>
Médias imprimés	904	2 250	(59,8) %	2 016	3 159	(36,2) %
Médias numériques	14 094	16 602	(15,1) %	26 667	30 219	(11,8) %
<b>Immobilier</b>	<b>17 731</b>	<b>17 122</b>	<b>3,6 %</b>	<b>34 420</b>	<b>34 481</b>	<b>(0,2) %</b>
Médias imprimés	2 024	2 983	(32,1) %	4 419	6 750	(34,5) %
Médias numériques	15 707	14 139	11,1 %	30 001	27 731	8,2 %
<b>Autre</b>	<b>4 131</b>	<b>6 146</b>	<b>(32,8) %</b>	<b>8 443</b>	<b>11 505</b>	<b>(26,6) %</b>
Médias imprimés	669	1 326	(49,5) %	1 163	2 009	(42,1) %
Médias numériques	3 462	4 820	(28,2) %	7 280	9 496	(23,3) %
<b>Éliminations intersectorielles</b>	<b>(824)</b>	<b>(1 010)</b>	<b>(18,4) %</b>	<b>(1 629)</b>	<b>(1 801)</b>	<b>(9,6) %</b>
Médias imprimés	(12)	(23)	(47,8) %	(22)	(35)	(37,1) %
Médias numériques	(812)	(987)	(17,7) %	(1 607)	(1 766)	(9,0) %
<b>Total des produits</b>	<b>163 212 \$</b>	<b>193 515 \$</b>	<b>(15,7) %</b>	<b>322 526 \$</b>	<b>373 723 \$</b>	<b>(13,7) %</b>
Médias imprimés	41 410 \$	55 838 \$	(25,8) %	78 374 \$	101 523 \$	(22,8) %
Médias numériques	121 802 \$	137 677 \$	(11,5) %	244 152 \$	272 200 \$	(10,3) %



Pour le trimestre clos le 30 juin 2018, le total des produits a diminué de 30,3 M\$, ou 15,7 %, d'un exercice à l'autre pour se chiffrer à 163,2 M\$, comparativement à 193,5 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Pour le semestre clos le 30 juin 2018, les produits ont diminué de 13,7 % pour s'établir à 322,5 M\$, comparativement à 373,7 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. La diminution du total des produits pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2018 est essentiellement imputable à la baisse des produits tirés des médias et solutions numériques et des médias imprimés dans tous les secteurs, sauf dans le secteur Immobilier, qui a enregistré une hausse de 3,6 % au deuxième trimestre de 2018 et qui est demeuré stable au cours du semestre.

Au cours du deuxième trimestre de 2018, le total des produits tirés des médias et solutions numériques a diminué de 15,9 M\$, ou 11,5 %, d'un exercice à l'autre pour s'établir à 121,8 M\$, ou 74,6 % des produits, comparativement à 137,7 M\$, ou 71,1 % des produits, pour la période correspondante de l'exercice précédent. Pour le semestre clos le 30 juin 2018, le total des produits tirés des médias et solutions numériques a diminué de 10,3 % d'un exercice à l'autre, pour s'établir à 244,2 M\$, ou 75,7 % des produits, contre 272,2 M\$, ou 72,8 % des produits. La baisse des produits tirés des médias et solutions numériques au cours du trimestre et du semestre clos le 30 juin 2018 est essentiellement attribuable au secteur PJ, dont les résultats ont subi l'incidence négative de la diminution du nombre de clients des médias numériques et des dépenses par client. La diminution du nombre de clients des médias numériques découle à la fois de la baisse de l'acquisition de clients, qui s'explique en partie par le fait que nous axons nos efforts sur la croissance rentable, et du taux plus élevé de roulement, qui est essentiellement attribuable à l'intensification de l'acquisition de clients achetant des solutions d'entrée de gamme ces dernières années. Les produits ont aussi subi l'incidence de l'arrêt de certaines activités de notre secteur Agence aux États-Unis afin d'améliorer la rentabilité, ainsi que de la vente de Totem le 31 mai 2018.

Au cours du deuxième trimestre clos le 30 juin 2018, le total des produits tirés des médias imprimés a diminué de 14,4 M\$, ou 25,8 %, d'un exercice à l'autre pour s'établir à 41,4 M\$. Pour le semestre clos le 30 juin 2018, le total des produits tirés des médias imprimés a diminué de 22,8 % d'un exercice à l'autre pour atteindre 78,4 M\$. La baisse des produits tirés des médias imprimés au cours du trimestre et du semestre clos le 30 juin 2018 est essentiellement attribuable au secteur PJ, dont les résultats ont subi l'incidence négative de la diminution du nombre de clients des médias imprimés et des dépenses par client. Les produits tirés des médias imprimés ont aussi subi l'incidence de la cession de Western Media Group le 31 mai 2018.

### **Produits tirés des secteurs à présenter**

#### ***PJ***

Pour le deuxième trimestre de 2018, les produits tirés du secteur PJ ont diminué de 25,2 M\$, ou 16,6 %, d'un exercice à l'autre pour se chiffrer à 127,2 M\$, comparativement à 152,4 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Pour le semestre clos le 30 juin 2018, les produits tirés du secteur PJ ont diminué de 43,6 M\$, ou 14,7 %, pour s'établir à 252,6 M\$, comparativement à 296,2 M\$ pour la période correspondante de 2017. La diminution pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2018 est principalement due au recul de nos médias numériques et médias imprimés de PJ à marge plus élevée et, dans une moindre mesure, de nos services numériques à marge moins élevée. Ce changement de la composition de produits a exercé une pression sur nos marges brutes.

Au deuxième trimestre de 2018, les produits tirés des médias et solutions numériques ont diminué de 13,3 % d'un exercice à l'autre pour s'établir à 89,4 M\$, contre 103,1 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Au cours du semestre clos le 30 juin 2018, les produits tirés des médias et solutions numériques ont diminué de 12 % d'un exercice à l'autre pour s'établir à 181,8 M\$, contre 206,5 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Les produits tirés des médias et solutions numériques ont subi l'incidence négative de la baisse du nombre de clients des médias numériques et des dépenses par client. La diminution du nombre de clients des médias numériques découle de la baisse de l'acquisition de clients, qui s'explique en partie par le fait que nous axons nos efforts sur la croissance rentable, et du taux plus élevé de roulement, qui est essentiellement attribuable à l'intensification de l'acquisition de clients ces dernières années.

Au cours du deuxième trimestre de 2018, les produits tirés des médias imprimés ont diminué de 23,3 % d'un exercice à l'autre pour s'établir à 37,8 M\$. Au cours du semestre clos le 30 juin 2018, ils ont diminué de 21,0 % d'un exercice à l'autre pour s'établir à 70,8 M\$. Les résultats ont subi l'incidence négative de la baisse du nombre de clients des médias imprimés et des dépenses par client.

#### ***Agence***

Pour le trimestre clos le 30 juin 2018, les produits tirés du secteur Agence ont diminué de 3,9 M\$, ou 20,4 %, d'un exercice à l'autre pour s'établir à 15,0 M\$, comparativement à 18,9 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Pour le semestre clos le 30 juin 2018, les produits tirés du secteur Agence ont diminué de 14,1 % d'un exercice à l'autre pour s'établir à 28,7 M\$, comparativement à 33,4 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. La diminution des produits tirés du secteur Agence au cours du trimestre et du semestre clos le 30 juin 2018 s'explique surtout par l'arrêt de certaines activités aux États-Unis afin d'améliorer la rentabilité. Compte non tenu de cette incidence, les produits tirés du secteur Agence ont diminué de 14,4 % et de 4,7 % d'un exercice à l'autre, respectivement, pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2018.

### Immobilier

Les produits tirés du secteur Immobilier ont augmenté de 0,6 M\$, ou 3,6 %, d'un exercice à l'autre pour s'élever à 17,7 M\$ pour le deuxième trimestre clos le 30 juin 2018, comparativement à 17,1 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Pour le semestre clos le 30 juin 2018, les produits se sont chiffrés à 34,4 M\$, comparativement à 34,5 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Les produits pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2018 s'expliquent par la baisse des produits tirés des médias imprimés provenant de Pages Jaunes Immobilier, contrebalancée en partie par une croissance au sein de DPCF de 13,2 % et 9,6 %, respectivement, pour le trimestre et le semestre.

### Autre

Pour le deuxième trimestre clos le 30 juin 2018, les produits tirés du secteur Autre ont diminué de 2,0 M\$, ou 32,8 %, d'un exercice à l'autre pour se chiffrer à 4,1 M\$, comparativement à 6,1 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Pour le semestre clos le 30 juin 2018, les produits tirés du secteur Autre ont diminué pour se chiffrer à 8,4 M\$, comparativement à 11,5 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. La diminution des produits tirés du secteur Autre est essentiellement attribuable à la diminution du nombre d'annonceurs découlant d'une baisse de l'acquisition de nouveaux clients à 411.ca et à la cession de Western Media Group le 31 mai 2018.

### Marge brute

(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)

		%	2017	%	Variation		%	2017	%	Variation
			(données		en %		(données			en %
			retraitées)				retraitées)			
<b>Pour les trimestres et les semestres clos les 30 juin</b>	<b>2018</b>					<b>2018</b>				
PJ	<b>82 290 \$</b>	<b>64,7 %</b>	89 501 \$	58,7 %	(8,1) %	<b>160 327 \$</b>	<b>63,5 %</b>	172 625 \$	58,3 %	(7,1) %
Agence	<b>3 727</b>	<b>24,8 %</b>	3 823	20,3 %	(2,5) %	<b>6 121</b>	<b>21,3 %</b>	4 400	13,2 %	39,1 %
Immobilier	<b>8 753</b>	<b>49,4 %</b>	8 770	51,2 %	(0,2) %	<b>17 005</b>	<b>49,4 %</b>	17 421	50,5 %	(2,4) %
Autre	<b>1 885</b>	<b>45,6 %</b>	2 466	40,1 %	(23,6) %	<b>3 918</b>	<b>46,4 %</b>	4 692	40,8 %	(16,5) %
Éliminations intersectorielles	<b>(21)</b>	<b>n.s.</b>	(96)	n.s.	(78,1) %	<b>(32)</b>	<b>n.s.</b>	(168)	n.s.	(81,0) %
Total de la marge brute	<b>96 634 \$</b>	<b>59,2 %</b>	104 464 \$	54,0 %	(7,5) %	<b>187 339 \$</b>	<b>58,1 %</b>	198 970 \$	53,2 %	(5,8) %

La marge brute a diminué pour s'établir à 96,6 M\$, ou 59,2 % du total des produits, pour le deuxième trimestre de 2018, comparativement à 104,5 M\$, ou 54,0 % du total des produits, pour le deuxième trimestre de 2017, ce qui s'explique surtout par la baisse des produits au sein du secteur PJ, le secteur le plus rentable de la Société. Pour le semestre clos le 30 juin 2018, la marge brute a diminué pour s'établir à 187,3 M\$, ou 58,1 % du total des produits, comparativement à 199,0 M\$, ou 53,2 % du total des produits, pour la période correspondante de l'exercice précédent. L'augmentation de la marge brute en pourcentage des produits s'explique par les mesures de réduction des coûts mises en œuvre par la Société, ainsi que par ses efforts axés sur la rentabilité des produits et services, qui ont contrebalancé les pressions découlant de la diminution des produits et du changement dans la composition des produits.

### Marge brute des secteurs à présenter

#### PJ

La marge brute du secteur PJ a totalisé 82,3 M\$, ou 64,7 % des produits, pour le trimestre clos le 30 juin 2018, comparativement à 89,5 M\$, ou 58,7 % des produits, pour la période correspondante de l'exercice précédent, et 160,3 M\$, ou 63,5 % des produits, pour le premier semestre de 2018, comparativement à 172,6 M\$, ou 58,3 % des produits, pour la période correspondante de 2017. La baisse de la marge brute découle de la baisse globale des produits. La marge brute en pourcentage des produits a augmenté, puisque l'incidence de la diminution des produits a été plus que contrebalancée par les mesures de réduction des coûts mises en œuvre par la Société, ainsi que par ses efforts axés sur la rentabilité des produits et services. Ces mesures comprenaient des réductions de la main-d'œuvre, principalement dans les secteurs non liés au service à la clientèle au premier trimestre de 2018, des consolidations des centres d'appel et l'optimisation de notre modèle de prestation de services au deuxième trimestre de 2018, de même que les efforts supplémentaires mis sur les ventes rentables tout au long du premier semestre de 2018.

### Agence

Pour le trimestre clos le 30 juin 2018, la marge brute du secteur Agence s'est élevée à 3,7 M\$, ou 24,8 % des produits, comparativement à 3,8 M\$, ou 20,3 % des produits, pour la période correspondante de l'exercice précédent. Pour le semestre clos le 30 juin 2018, la marge brute du secteur Agence a totalisé 6,1 M\$, ou 21,3 % des produits, comparativement à 4,4 M\$, ou 13,2 % des produits, pour la période correspondante de l'exercice précédent. La marge brute du secteur Agence pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2018 a bénéficié de l'arrêt de certaines activités aux États-Unis afin d'améliorer la rentabilité et d'autres initiatives de réduction de coûts. Les résultats du semestre clos le 30 juin 2018 se sont aussi améliorés par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent en raison des coûts de résiliation de contrats non récurrents engagés au cours du deuxième trimestre de 2017.

### Immobilier

Pour le deuxième trimestre clos le 30 juin 2018, la marge brute du secteur Immobilier s'est chiffrée à 8,8 M\$, ou 49,4 % des produits, comparativement à 8,8 M\$, ou 51,2 % des produits, pour la période correspondante de l'exercice précédent. Pour le semestre clos le 30 juin 2018, la marge brute du secteur Immobilier a totalisé 17,0 M\$, ou 49,4 % des produits, comparativement à 17,4 M\$, ou 50,5 % des produits, pour la période correspondante de l'exercice précédent. La baisse de la marge brute pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2018 est essentiellement attribuable aux pressions exercées sur les produits et à la baisse des marges au sein de Pages Jaunes Immobilier, facteurs contrebalancés en partie par la croissance de DPCF.

### Autre

La marge brute du secteur Autre a totalisé 1,9 M\$, ou 45,6 % des produits, pour le trimestre clos le 30 juin 2018, comparativement à 2,5 M\$, ou 40,1 % des produits, pour la période correspondante de l'exercice précédent, et 3,9 M\$, ou 46,4 % des produits, pour le semestre clos le 30 juin 2018, comparativement à 4,7 M\$, ou 40,8 % des produits, pour la période correspondante de l'exercice précédent. La diminution de la marge brute pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2018 s'explique par la baisse des produits, contrebalancée en partie par une amélioration de la marge brute en pourcentage des produits découlant de la réduction des coûts et d'une composition de produits favorable.

### Autres coûts d'exploitation

(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)

	2018	2017	Variation	2018	2017	Variation
Pour les trimestres et les semestres clos les 30 juin	(données retraitées)			(données retraitées)		
			en %			en %
PJ	28 547 \$	41 702 \$	(31,5) %	59 622 \$	82 013 \$	(27,3) %
Agence	2 664	4 562	(41,6) %	5 527	8 876	(37,7) %
Immobilier	6 652	6 431	3,4 %	13 790	12 983	6,2 %
Autre	1 570	1 923	(18,4) %	3 277	3 790	(13,5) %
Éliminations intersectorielles	(21)	(96)	n.s.	(32)	(168)	n.s.
Total des autres coûts d'exploitation	39 412 \$	54 522 \$	(27,7) %	82 184 \$	107 494 \$	(23,5) %

Les autres coûts d'exploitation, soit les coûts indirects, ont diminué de 15,1 M\$, ou 27,7 %, pour s'établir à 39,4 M\$ pour le trimestre clos le 30 juin 2018, comparativement à 54,5 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Pour le semestre clos le 30 juin 2018, le total des autres coûts d'exploitation a diminué de 25,3 M\$, ou 23,5 %, pour s'établir à 82,2 M\$, comparativement à 107,5 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. La diminution du total des autres coûts d'exploitation au cours du trimestre et du semestre clos le 30 juin 2018 est essentiellement attribuable aux réductions dans notre structure de coûts, incluant des réductions de la main-d'œuvre et des charges connexes liées aux employés, des réductions des espaces de bureaux de la Société et d'autres réductions au titre des dépenses au sein de la Société.

## Autres coûts d'exploitation des secteurs à présenter

### PJ

Les autres coûts d'exploitation du secteur PJ ont totalisé 28,5 M\$ et 41,7 M\$, respectivement, pour le deuxième trimestre et le semestre clos le 30 juin 2018, comparativement à 59,6 M\$ et à 82,0 M\$, respectivement, pour les périodes correspondantes de l'exercice précédent. La diminution au cours du trimestre et du semestre clos le 30 juin 2018 est essentiellement attribuable aux réductions dans notre structure de coûts, incluant des réductions de la main-d'œuvre et des charges connexes liées aux employés, des réductions des espaces de bureaux de la Société et d'autres réductions au titre des dépenses au sein du secteur.

### Agence

Les autres coûts d'exploitation du secteur Agence se sont élevés à 2,7 M\$ et à 4,6 M\$, respectivement, pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2018, comparativement à 5,5 M\$ et à 8,9 M\$, respectivement, pour les périodes correspondantes de l'exercice précédent. La diminution des autres coûts d'exploitation pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2018 dans le secteur Agence est essentiellement attribuable à des réductions de la main-d'œuvre et des charges connexes liées aux employés et à l'arrêt de certaines activités aux États-Unis afin d'améliorer la rentabilité.

### Immobilier

Les autres coûts d'exploitation se sont élevés à 6,7 M\$ et à 6,4 M\$, respectivement, pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2018, comparativement à 13,8 M\$ et à 13,0 M\$, respectivement, pour les périodes correspondantes de l'exercice précédent. L'augmentation des autres coûts d'exploitation s'explique surtout par une hausse des investissements dans le marketing au sein de DPCF.

### Autre

Les autres coûts d'exploitation du secteur Autre se sont élevés à 1,6 M\$ et à 3,3 M\$, respectivement, pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2018, comparativement à 1,9 M\$ et à 3,8 M\$, respectivement, pour les périodes correspondantes de l'exercice précédent. La diminution pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2018 s'explique par une baisse des charges connexes liées aux employés, par des réductions de coûts globales et par la vente de WMG le 31 mai 2018.

## BAIIA ajusté

(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)

	2018	%	2017	%	Variation	2018	%	2017	%	Variation
			(données retraitées)		en %			(données retraitées)		en %
<b>Pour les trimestres et les semestres clos les 30 juin</b>										
PJ	53 743 \$	42,3 %	47 799 \$	31,4 %	12,4 %	100 705 \$	39,9 %	90 613 \$	30,6 %	11,1 %
Agence	1 063	7,1 %	(739)	(3,9) %	(243,8) %	594	2,1 %	(4 477)	(13,4) %	(113,3) %
Immobilier	2 101	11,8 %	2 339	13,7 %	(10,2) %	3 215	9,3 %	4 438	12,9 %	(27,6) %
Autre	315	7,6 %	543	8,8 %	(42,0) %	641	7,6 %	902	7,8 %	(28,9) %
<b>Total du BAIIA ajusté</b>	<b>57 222 \$</b>	<b>35,1 %</b>	<b>49 942 \$</b>	<b>25,8 %</b>	<b>14,6 %</b>	<b>105 155 \$</b>	<b>32,6 %</b>	<b>91 476 \$</b>	<b>24,5 %</b>	<b>15,0 %</b>

Le BAIIA ajusté a augmenté de 7,3 M\$, ou 14,6 %, pour s'établir à 57,2 M\$ au deuxième trimestre de 2018, comparativement à 49,9 M\$ au deuxième trimestre de 2017. Pour le semestre clos le 30 juin 2018, le BAIIA ajusté a augmenté de 13,7 M\$, ou 15 %, pour s'établir à 105,2 M\$, comparativement à 91,5 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Notre marge sur BAIIA ajusté pour le deuxième trimestre de 2018 s'est établie à 35,1 %, comparativement à 25,8 % pour le deuxième trimestre de 2017, et a atteint 32,6 % pour le semestre clos le 30 juin 2018, comparativement à 24,5 % pour la période correspondante de l'exercice précédent. L'augmentation du BAIIA ajusté et de la marge sur BAIIA ajusté au cours du deuxième trimestre clos le 30 juin 2018 est essentiellement attribuable aux réductions dans notre structure de coûts, incluant des réductions de la main-d'œuvre et des charges connexes liées aux employés, des réductions des espaces de bureaux de la Société et d'autres réductions au titre des dépenses au sein de la Société.

**BAIIA ajusté des secteurs à présenter*****PJ***

Pour le deuxième trimestre de 2018, le BAIIA ajusté du secteur PJ a totalisé 53,7 M\$, comparativement à 47,8 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Pour le semestre clos le 30 juin 2018, le BAIIA ajusté du secteur PJ a augmenté pour se chiffrer à 100,7 M\$, comparativement à 90,6 M\$ pour la période correspondante de 2017. La marge sur BAIIA ajusté du secteur PJ pour le deuxième trimestre de 2018 s'est établie à 42,3 %, comparativement à 31,4 % pour le deuxième trimestre de 2017, et a atteint 39,9 % pour le semestre clos le 30 juin 2018, comparativement à 30,6 % pour la période correspondante de l'exercice précédent. Malgré la baisse globale des produits et les pressions exercées sur les marges, notre BAIIA ajusté et marge sur BAIIA ajusté ont augmenté en raison d'une concentration accrue sur la rentabilité de nos produits et services et des réductions dans notre structure de coûts, incluant des réductions de la main-d'œuvre et des charges connexes liées aux employés, des réductions des espaces de bureaux de la Société et d'autres réductions au titre des dépenses au sein du secteur.

***Agence***

Pour le trimestre clos le 30 juin 2018, le BAIIA ajusté du secteur Agence s'est élevé à 1,1 M\$, ou 7,1 % des produits, comparativement à une perte de 0,7 M\$, ou 3,9 % des produits, pour la période correspondante de l'exercice précédent. Pour le semestre clos le 30 juin 2018, le BAIIA ajusté du secteur Agence s'est élevé à 0,6 M\$, ou 2,1 % des produits, comparativement à (4,5) M\$, ou (13,4) % des produits, pour la période correspondante de l'exercice précédent. L'augmentation du BAIIA ajusté et de la marge sur BAIIA ajusté du secteur Agence au cours du trimestre et du semestre clos le 30 juin 2018 découle de l'arrêt de certaines activités aux États-Unis afin d'améliorer la rentabilité, et des réductions de la main-d'œuvre et des charges connexes liées aux employés. Pour le semestre clos le 30 juin 2018, le BAIIA ajusté s'est également amélioré par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent en raison des coûts de résiliation de contrats non récurrents engagés au premier trimestre de 2017.

***Immobilier***

Pour le trimestre clos le 30 juin 2018, le BAIIA ajusté du secteur Immobilier s'est élevé à 2,1 M\$, ou 11,8 % des produits, comparativement à 2,4 M\$, ou 13,7 % des produits, pour la période correspondante de l'exercice précédent. Pour le semestre clos le 30 juin 2018, le BAIIA ajusté du secteur Immobilier s'est élevé à 3,2 M\$, ou 9,3 % des produits, comparativement à 4,4 M\$, ou 12,9 % des produits, pour la période correspondante de l'exercice précédent. La diminution pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2018 est attribuable aux pressions exercées sur les produits au sein de Pages Jaunes Immobilier, contrebalancées en partie par la croissance de DPCF.

***Autre***

Le BAIIA ajusté du secteur Autre pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2018 a totalisé respectivement 0,3 M\$, ou 7,6 % des produits, et 0,6 M\$, ou 7,6 % des produits, comparativement à 0,5 M\$, ou 8,8 % des produits, et à 0,9 M\$, ou 7,8 % des produits, respectivement, pour les périodes correspondantes de l'exercice précédent.

**BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement**

(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)

	2018	2017	Variation en %	2018	2017	Variation en %
		(données retraitées)			(données retraitées)	
<b>Pour les trimestres et les semestres clos les 30 juin</b>						
<i>PJ</i>	<b>53 815 \$</b>	38 319 \$	40,4 %	<b>95 885 \$</b>	67 485 \$	42,1 %
BAIIA ajusté	<b>53 743</b>	47 799	12,4 %	<b>100 705</b>	90 613	11,1 %
Dépenses d'investissement	<b>(72)</b>	9 480	(100,8) %	<b>4 820</b>	23 128	(79,2) %
<i>Agence</i>	<b>1 045</b>	(1 365)	(176,6) %	<b>450</b>	(5 957)	(107,6) %
BAIIA ajusté	<b>1 063</b>	(739)	(243,8) %	<b>594</b>	(4 477)	(113,3) %
Dépenses d'investissement	<b>18</b>	626	(97,1) %	<b>144</b>	1 480	(90,3) %
<i>Immobilier</i>	<b>1 782</b>	2 071	(14,0) %	<b>2 734</b>	4 049	(32,5) %
BAIIA ajusté	<b>2 101</b>	2 339	(10,2) %	<b>3 215</b>	4 438	(27,6) %
Dépenses d'investissement	<b>319</b>	268	19,0 %	<b>481</b>	389	23,7 %
<i>Autre</i>	<b>164</b>	(968)	(116,9) %	<b>275</b>	(844)	(132,6) %
BAIIA ajusté	<b>315</b>	543	(42,0) %	<b>641</b>	902	(28,9) %
Dépenses d'investissement	<b>151</b>	1 511	(90,0) %	<b>366</b>	1 746	(79,0) %
<i>Total du BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement</i>	<b>56 806 \$</b>	38 057 \$	49,3 %	<b>99 344 \$</b>	64 733 \$	53,5 %
BAIIA ajusté	<b>57 222 \$</b>	49 942 \$	14,6 %	<b>105 155 \$</b>	91 476 \$	15,0 %
Dépenses d'investissement	<b>416 \$</b>	11 885 \$	(96,5) %	<b>5 811 \$</b>	26 743 \$	(78,3) %

Le BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement a augmenté de 18,8 M\$, ou 49,3 %, pour s'établir à 56,8 M\$ au cours du deuxième trimestre de 2018, comparativement à 38,1 M\$ pour le deuxième trimestre de 2017. Pour le semestre clos le 30 juin 2018, le BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement a augmenté de 34,6 M\$, ou 53,5 %, pour s'établir à 99,3 M\$, comparativement à 64,7 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. L'augmentation du BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2018 s'explique surtout par la hausse du BAIIA ajusté et la baisse des dépenses relatives au développement de logiciels et au matériel de bureau et informatique, ainsi qu'aux améliorations locatives liées à la relocalisation de bureaux.

**BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement des secteurs à présenter*****PJ***

Pour le trimestre clos le 30 juin 2018, le BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement du secteur PJ a totalisé 53,8 M\$, comparativement à 38,3 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Pour le semestre clos le 30 juin 2018, le BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement du secteur PJ a totalisé 95,9 M\$, comparativement à 67,5 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. L'augmentation pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2018 s'explique surtout par la hausse du BAIIA ajusté et la baisse des dépenses d'investissement relatives au développement de logiciels et des dépenses au titre du matériel de bureau et informatique, ainsi qu'aux améliorations locatives liées à la relocalisation de bureaux.

***Agence***

Pour le trimestre clos le 30 juin 2018, le BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement du secteur Agence correspondait à un bénéfice de 1,0 M\$, comparativement à une perte de 1,4 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Pour le semestre clos le 30 juin 2018, le BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement du secteur Agence correspondait à un bénéfice de 0,5 M\$, comparativement à une perte de 5,9 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. L'amélioration du BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement découle de l'augmentation du BAIIA ajusté et de la baisse des dépenses d'investissement liées au développement de logiciels.

**Immobilier**

Pour le trimestre clos le 30 juin 2018, le BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement du secteur Immobilier s'est élevé à 1,8 M\$, comparativement à 2,1 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Pour le semestre clos le 30 juin 2018, le BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement du secteur Immobilier s'est élevé à 2,7 M\$, comparativement à 4,0 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. La diminution pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2018 s'explique essentiellement par une baisse du BAIIA ajusté.

**Autre**

Pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2018, le BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement du secteur Autre a augmenté pour se chiffrer à 0,2 M\$ et 0,3 M\$, respectivement, comparativement à des pertes de 1,0 M\$ et 0,8 M\$ pour les périodes correspondantes de l'exercice précédent, en raison de la baisse des dépenses relatives aux améliorations locatives découlant de la relocalisation du bureau de 411 en 2017.

**Amortissements**

Pour le trimestre clos le 30 juin 2018, les amortissements ont diminué pour se chiffrer à 19,2 M\$, comparativement à 29,3 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent, et ont diminué pour se chiffrer à 40,1 M\$ pour le semestre clos le 30 juin 2018, comparativement à 56,8 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent, surtout en raison de la diminution du solde d'ouverture des immobilisations incorporelles à la suite de la perte de valeur comptabilisée au quatrième trimestre de 2017 et de la baisse des dépenses relatives au développement de logiciels.

**Frais de restructuration et autres charges (recouvrement)**

(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)

	2018	2017	2018	2017
		(données retraitées)		(données retraitées)
<b>Pour les trimestres et les semestres clos les 30 juin</b>				
Indemnités, avantages et remplacement externe	4 532 \$	520 \$	24 081 \$	6 370 \$
Coûts liés à la liquidation au titre des régimes de retraite et coûts des services passés (économie sur coûts des services passés), montant net	1 023	(15)	1 096	(15)
Règlement d'un litige	–	–	(10 558)	–
Perte de valeur des actifs au titre du droit d'utilisation et coûts d'exploitation futurs liés aux contrats de location des bureaux fermés	(7 309)	1 655	(5 175)	2 944
Autres frais	–	618	–	765
<b>Total des frais de restructuration et autres charges (recouvrement)</b>	<b>(1 754) \$</b>	<b>2 778 \$</b>	<b>9 444 \$</b>	<b>10 064 \$</b>

Au cours du trimestre clos le 30 juin 2018, Pages Jaunes Limitée a comptabilisé un recouvrement de frais de restructuration et autres charges de 1,8 M\$, qui comprennent des frais de restructuration de 5,5 M\$ attribuables aux réductions de la main-d'œuvre, qui ont été plus que contrebalancés par un recouvrement net de 7,3 M\$ lié à la perte de valeur des actifs au titre du droit d'utilisation et aux coûts d'exploitation futurs provisionnés pour les contrats de location liés à des fermetures de bureaux en raison d'un recouvrement plus favorable que prévu sur les contrats de location. Au cours du trimestre clos le 30 juin 2017, nous avons comptabilisé des frais de restructuration et autres charges de 2,8 M\$, se rapportant surtout à des fermetures de bureaux de 1,7 M\$, et à des réorganisations internes et des réductions de la main-d'œuvre de 0,5 M\$. Les autres charges de 0,6 M\$ au deuxième trimestre de 2017 se rapportaient principalement aux frais connexes à l'acquisition.

Pages Jaunes Limitée a comptabilisé des frais de restructuration et autres charges de 9,4 M\$ pour le semestre clos le 30 juin 2018 (2017 – 10,1 M\$), qui comprennent des frais de restructuration de 25,1 M\$ attribuables aux réductions de la main-d'œuvre, contrebalancés par l'incidence de 10,6 M\$ du règlement favorable d'un litige relatif à une obligation contractuelle avec un fournisseur. En outre, les frais de restructuration ont été contrebalancés par un recouvrement net de 5,2 M\$ lié à la perte de valeur des actifs au titre du droit d'utilisation et aux coûts d'exploitation futurs provisionnés pour les contrats de location liés à des fermetures de bureaux. Ce montant comprend un recouvrement net de 7,3 M\$ découlant du recouvrement plus favorable que prévu sur les contrats de location. Au cours du semestre clos le 30 juin 2017, nous avons comptabilisé des frais de restructuration et autres charges de 10,1 M\$, se rapportant surtout à des réorganisations internes, à des réductions de la main-d'œuvre de 6,4 M\$ et à des fermetures de bureaux de 2,9 M\$. Les autres charges de 0,8 M\$ se rapportent principalement aux frais connexes à l'acquisition.

### **Charges financières**

Pour le trimestre clos le 30 juin 2018, les charges financières ont augmenté pour se chiffrer à 14,0 M\$, comparativement à 12,8 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent, et ont augmenté de 2,9 M\$, pour se chiffrer à 28,1 M\$ pour le semestre clos le 30 juin 2018, comparativement à 25,2 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Cette augmentation s'explique principalement par l'émission de billets garantis de premier rang à 10,00 % d'un montant en capital de 315,0 M\$ le 19 octobre 2017, qui portent intérêt à un taux plus élevé que les billets garantis de premier rang précédents, et par les intérêts sur les obligations plus élevées liées à des contrats de location en raison des nouveaux contrats conclus au cours de 2017. Le taux d'intérêt effectif moyen de la Société sur notre portefeuille de titres d'emprunt, compte non tenu des contrats de location-acquisition, s'établissait à 9,5 % au 30 juin 2018 (2017 – 8,5 %).

### **Charge d'impôt sur le résultat**

Le taux d'imposition combiné fédéral-provincial prévu par la loi pour le semestre clos le 30 juin 2018 a diminué, passant de 26,9 % à 26,7 %. La Société a comptabilisé une charge de 8,2 M\$ et de 10,9 M\$, respectivement, pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2018 (2017 – 2,3 M\$ et 1,3 M\$, respectivement).

La différence entre le taux effectif et le taux prévu par la loi aux premiers trimestres de 2018 et de 2017 s'explique par le fait que certaines charges n'étaient pas déductibles aux fins de l'impôt ainsi que par une augmentation de la réduction de valeur et la non-comptabilisation de certains attributs fiscaux et différences temporaires déductibles en raison des pertes continues enregistrées par certaines filiales.

### **Bénéfice net (perte nette)**

La Société a comptabilisé un bénéfice net de 16,6 M\$ au deuxième trimestre de 2018, comparativement à un bénéfice net de 2,4 M\$ pour le deuxième trimestre de 2017. Pour le semestre clos le 30 juin 2018, le bénéfice net a augmenté pour s'établir à 15,7 M\$, comparativement à une perte nette de 2,7 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. L'amélioration du bénéfice net s'explique essentiellement par l'augmentation du BAIIA ajusté, par la baisse de la dotation aux amortissements et par la hausse de l'impôt sur le résultat découlant de la hausse du bénéfice avant impôt.



## Sommaire des résultats consolidés trimestriels

### Résultats trimestriels

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action et les pourcentages)

	2018		2017 (données retraitées)			
	T2	T1	T4	T3	T2	T1
Produits	<b>163 212 \$</b>	159 314 \$	178 548 \$	175 695 \$	193 515 \$	180 208 \$
Coûts d'exploitation	<b>105 990</b>	111 381	132 859	129 751	143 573	138 674
Bénéfice d'exploitation avant amortissements, perte de valeur des immobilisations incorporelles et du goodwill et frais de restructuration et autres charges (recouvrement) (« BAIIA ajusté »)	<b>57 222</b>	47 933	45 689	45 944	49 942	41 534
Marge sur BAIIA ajusté	<b>35,1 %</b>	30,1 %	25,6 %	26,1 %	25,8 %	23,0 %
Amortissements	<b>19 202</b>	20 884	26 205	29 914	29 262	27 583
Perte de valeur des immobilisations incorporelles et du goodwill	–	–	507 032	–	–	–
Frais de restructuration et autres charges (recouvrement)	<b>(1 754)</b>	11 198	17 552	6 784	2 778	7 286
Bénéfice (perte) d'exploitation	<b>39 774</b>	15 851	(505 100)	9 246	17 902	6 665
Charges financières, montant net	<b>13 977</b>	14 162	16 221	12 492	12 808	12 425
Perte à la vente de filiales	<b>903</b>	–	–	–	–	–
Perte de valeur de placements disponibles à la vente	–	–	–	3 720	–	–
Charge d'impôt sur le résultat	<b>8 248</b>	2 608	62 238	(892)	2 344	(1 032)
Perte liée à une participation dans une entité contrôlée conjointement	–	–	267	1 116	362	359
(Perte nette) bénéfice net	<b>16 646 \$</b>	(919) \$	(583 826) \$	(7 191) \$	2 389 \$	(5 087) \$
(Perte) bénéfice de base par action	<b>0,63 \$</b>	(0,03) \$	(22,12) \$	(0,27) \$	0,09 \$	(0,19) \$
(Perte) bénéfice dilué(e) par action	<b>0,56 \$</b>	(0,03) \$	(22,12) \$	(0,27) \$	0,09 \$	(0,19) \$

Les tendances séquentielles au chapitre des produits trimestriels sont influencées par les calendriers de distribution des publications imprimées du secteur PJ, pour lequel le deuxième trimestre est le trimestre le plus solide, et par le caractère saisonnier du secteur Agence, pour lequel le quatrième trimestre est le trimestre le plus solide. Les produits trimestriels ont diminué d'un exercice à l'autre essentiellement en raison de la baisse des produits au sein du secteur PJ liée à la perte globale de clients et au recul des produits moyens par client.

Les coûts d'exploitation d'un trimestre à l'autre ont, sauf en ce qui concerne les deux premiers trimestres de 2018, suivi les produits, les réductions de la main-d'œuvre et autres initiatives d'économie de coûts ayant été contrebalancées par les pressions découlant de la modification de la composition des ventes pour aller vers des produits dont les coûts de livraison sont proportionnellement plus élevés. Les résultats du premier et du deuxième trimestres de 2017 ont en outre subi l'incidence négative de la hausse des frais de consultation et des coûts de résiliation de contrats non récurrents au premier trimestre de 2017. Les coûts d'exploitation ont diminué aux deux premiers trimestres de 2018 à la suite de réductions dans notre structure de coûts liées à des réductions de la main-d'œuvre et des charges connexes, des réductions des espaces de bureaux de la Société, l'optimisation des coûts liés à l'infrastructure technologique et d'autres réductions au titre des dépenses au sein de la Société, de même qu'à l'accent mis sur la rentabilité de nos produits et services. La marge sur BAIIA ajusté est demeurée relativement stable en 2017, les réductions de la main-d'œuvre et autres initiatives d'économie de coûts ayant été contrebalancées par les pressions découlant de la modification de la composition des ventes pour aller vers des produits dont les coûts de livraison sont proportionnellement plus élevés. Les résultats du premier et du deuxième trimestres de 2017 ont en outre subi l'incidence négative de la hausse des frais de consultation et des coûts de résiliation de contrats non récurrents au premier trimestre de 2017. La marge sur BAIIA ajusté s'est améliorée pour les deux premiers trimestres de 2018, les réductions dans notre structure de coûts et l'accent mis sur la rentabilité de nos produits et services ayant plus que contrebalancé l'incidence de la baisse des produits.

Les amortissements ont diminué en raison de la diminution des immobilisations incorporelles découlant des dépenses moins élevées liées au développement de logiciels, et les résultats de 2018 ont aussi subi l'incidence de la diminution des immobilisations incorporelles découlant de la perte de valeur comptabilisée au quatrième trimestre de 2017.

Les frais de restructuration et autres charges (recouvrement) de la Société se rapportent essentiellement aux réductions de la main-d'œuvre et à la perte de valeur des actifs au titre du droit d'utilisation et aux coûts d'exploitation futurs liés aux contrats de location des bureaux fermés. Les résultats du premier trimestre de 2018 ont bénéficié de l'incidence du règlement favorable d'un litige relatif à une obligation contractuelle avec un fournisseur. Les résultats du deuxième trimestre de 2018 ont bénéficié d'un recouvrement net de 7,3 M\$ se rapportant à la perte de valeur des actifs au titre du droit d'utilisation et aux coûts d'exploitation futurs provisionnés pour les contrats de location liés à des fermetures de bureaux, en raison d'un recouvrement plus favorable que prévu sur les contrats de location.

Les charges financières ont augmenté à compter du quatrième trimestre de 2017, en partie en raison de l'émission de billets garantis de premier rang à 10,00 % le 19 octobre 2017 et du remboursement des billets garantis de premier rang à 9,25 % le 18 novembre 2017. Les résultats du quatrième trimestre de 2017 ont aussi subi l'incidence d'une augmentation des intérêts découlant du chevauchement des deux séries de billets garantis de premier rang pendant un certain temps.

Notre perte nette au quatrième trimestre de 2017 s'explique par une perte de valeur de 507,0 M\$ liée à certaines de nos immobilisations incorporelles et au goodwill, et par l'incidence de la résorption d'attributs fiscaux et de différences temporaires déductibles, qui a représenté une charge d'impôt de 75,0 M\$. Notre perte nette au troisième trimestre de 2017 découle de la charge pour perte de valeur comptabilisée relativement à certains placements disponibles à la vente et de la radiation de notre participation dans une entité contrôlée conjointement à la suite de l'arrêt de ses activités.

### 3. Situation de trésorerie et sources de financement

Cette section évalue la structure du capital de la Société, sa situation de trésorerie et ses divers instruments financiers, y compris ses instruments d'emprunt.

#### Structure du capital

(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)

	Au 30 juin 2018	Au 31 décembre 2017 (données retraitées)	Au 1 <sup>er</sup> janvier 2017 (données retraitées)
Trésorerie	64 984 \$	46 405 \$	17 260 \$
Billets garantis de premier rang à 10,00 %	279 154 \$	308 898 \$	309 669 \$
Débiteures échangeables	95 094	94 067	92 174
Obligations liées à des contrats de location	80 118	86 179	61 652
Total de la dette	454 366 \$	489 144 \$	463 495 \$
(Insuffisance) capitaux propres	(182 305)	(197 031)	395 057
Capitalisation totale	272 061 \$	292 113 \$	858 552 \$
Ratio du total de la dette déduction faite de la trésorerie sur la capitalisation totale	143,1 %	151,6 %	52,0 %

Au 30 juin 2018, la dette de Pages Jaunes, déduction faite de la trésorerie, totalisait 389,4 M\$, comparativement à 442,7 M\$ au 31 décembre 2017.

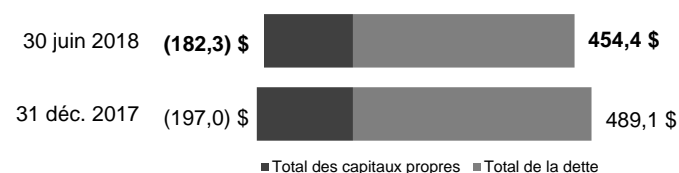
Le ratio du total de la dette déduction faite de la trésorerie sur le BAIIA ajusté des douze derniers mois<sup>1</sup> s'établissait à 2,0 fois au 30 juin 2018, comparativement à 2,4 fois au 31 décembre 2017. La diminution est essentiellement attribuable à la hausse du BAIIA ajusté et au paiement obligatoire pour le remboursement de la dette au 31 mai 2018.

#### Ratio du total de la dette déduction faite de la trésorerie sur le BAIIA ajusté des douze derniers mois<sup>1</sup>



#### Structure du capital

(en millions de dollars canadiens)



<sup>1</sup> *Bénéfice d'exploitation des douze derniers mois avant amortissements, perte de valeur des immobilisations incorporelles et du goodwill et frais de restructuration et autres charges (recouvrement) (« BAIIA ajusté des douze derniers mois »). Le BAIIA ajusté des douze derniers mois est une mesure non définie par les normes IFRS et, par conséquent, il pourrait ne pas être comparable à des mesures semblables utilisées par d'autres sociétés cotées en Bourse. Se reporter à la page 3 pour obtenir une définition du BAIIA ajusté.*

### Emprunt garanti par des actifs

Le 19 octobre 2017, la Société, par l'entremise de sa filiale Pages Jaunes Solutions numériques et médias Limitée, a renouvelé son emprunt garanti par des actifs de 50,0 M\$ d'une durée de cinq ans et en a prorogé la durée jusqu'en août 2022, en plus de réduire certains taux et frais. Cet emprunt est affecté aux besoins généraux de l'entreprise. L'emprunt garanti par des actifs permet à la Société d'avoir accès à des fonds sous la forme de prêts au taux préférentiel, de prêts au taux des acceptations bancaires ou de lettres de crédit. L'emprunt garanti par des actifs est garanti par une charge de premier rang sur les créances de la Société. L'intérêt est calculé soit en fonction du taux des acceptations bancaires, soit en fonction du taux préférentiel majoré d'une marge applicable. L'emprunt est soumis à une réserve disponible de 5,0 M\$ si le ratio de couverture des charges fixes de la Société est inférieur à 1,1 fois pour les douze derniers mois. Au 30 juin 2018, la Société avait des lettres de crédit de 4,7 M\$ émises et en circulation en vertu de l'emprunt garanti par des actifs et une insuffisance de 1,4 M\$ au titre des biens affectés en garantie admissibles. Par conséquent, une tranche de 43,9 M\$ de l'emprunt garanti par des actifs était disponible au 30 juin 2018. Au 30 juin 2018, la Société respectait toutes les clauses restrictives de la convention d'emprunt régissant l'emprunt garanti par des actifs.

### Billets garantis de premier rang à 10,00 %

Le 19 octobre 2017, Pages Jaunes Limitée, par l'entremise de sa filiale Pages Jaunes Solutions numériques et médias Limitée, a émis des billets garantis de premier rang à 10,00 % d'un montant total en capital de 315,0 M\$ (les « nouveaux billets ») échéant le 1<sup>er</sup> novembre 2022, à un prix d'émission de 980 \$ par tranche de 1 000 \$ de capital des nouveaux billets, soit un escompte de 6,3 M\$. Les nouveaux billets portent intérêt depuis le 19 octobre 2017 à un taux de 10,00 % par année, payable à terme échu en versements semestriels le 1<sup>er</sup> mai et le 1<sup>er</sup> novembre de chaque année à compter du 1<sup>er</sup> mai 2018.

### Rachat obligatoire

Aux termes de l'acte de fiducie régissant les nouveaux billets, la Société doit utiliser un montant équivalant à 100 % de ses flux de trésorerie excédentaires consolidés et de tout produit net de la vente d'actifs désigné pour la dernière période de rachat obligatoire pour racheter semestriellement, le dernier jour de mai et de novembre de chaque année à compter du 31 mai 2018, les nouveaux billets à un prix de rachat équivalant à 100 % du capital, à la condition que la Société maintienne un solde de trésorerie minimal de 20,0 M\$ le dernier jour de la période de rachat obligatoire. La Société doit utiliser 75,0 % de ses flux de trésorerie excédentaires consolidés pour racheter les nouveaux billets si le ratio de levier financier consolidé le dernier jour de la période de rachat obligatoire n'est pas plus élevé que 1,5 : 1. Les flux de trésorerie excédentaires, selon la définition qui en est donnée dans l'acte de fiducie régissant les nouveaux billets, désignent les flux de trésorerie ajustés provenant des activités d'exploitation, ajustés pour tenir compte des éléments suivants, tels qu'ils sont présentés dans le tableau consolidé des flux de trésorerie de la Société : les dépenses d'investissement, sous réserve de certains montants maximaux, tel qu'il est prescrit dans l'acte de fiducie régissant les nouveaux billets, le remboursement des nouveaux billets autrement que dans le cadre d'un rachat obligatoire et tous les paiements en capital effectués au titre de l'obligation locative de la Société. La Société prévoit inclure dans le prochain paiement le produit net reçu relativement à la vente de DPCF, qui a été inclus dans la tranche courante des billets garantis de premier rang, telle qu'elle est présentée dans les états consolidés intermédiaires résumés de la situation financière.

### **Rachat optionnel**

À tout moment avant le 1<sup>er</sup> novembre 2018, la Société peut, à son gré, racheter une partie ou la totalité des nouveaux billets, à un prix équivalant à 103 % du montant en capital total plus les intérêts courus et impayés. Du 1<sup>er</sup> novembre 2018 au 31 octobre 2019, la Société pourra, à son gré, racheter une partie ou la totalité des nouveaux billets, à un prix équivalant à 102 % du montant en capital total plus les intérêts courus et impayés. Du 1<sup>er</sup> novembre 2019 au 31 octobre 2020, la Société pourra, à son gré, racheter une partie ou la totalité des nouveaux billets, à un prix équivalant à 101 % du montant en capital total plus les intérêts courus et impayés. À compter du 1<sup>er</sup> novembre 2020, la Société pourra, à son gré, racheter une partie ou la totalité des nouveaux billets, à un prix équivalant à 100 % du montant en capital total plus les intérêts courus et impayés.

Les nouveaux billets sont garantis par Pages Jaunes Limitée et par ses filiales, à l'exception de Pages Jaunes Solutions numériques et médias Limitée, qui est l'émetteur des nouveaux billets (collectivement, les « cautions »), ainsi que par des charges et des sûretés réelles de premier rang, sous réserve de certaines charges autorisées, grevant la quasi-totalité des actifs (autres que les actifs qui servent à garantir l'emprunt garanti par des actifs de la Société) détenus actuellement ou acquis ultérieurement par Pages Jaunes Solutions numériques et médias Limitée et les cautions ainsi que par des charges et des sûretés réelles de deuxième rang, sous réserve de certaines charges autorisées, grevant les actifs qui servent à garantir l'emprunt garanti par des actifs. Les nouveaux billets constituent des obligations garanties de premier rang de Pages Jaunes Solutions numériques et médias Limitée. Les nouveaux billets ont égalité de rang de paiement avec toute dette de Pages Jaunes Solutions numériques et médias Limitée qui n'est pas expressément subordonnée au rang de paiement des nouveaux billets et ils sont de rang supérieur au rang de paiement de toute dette subordonnée existante et future de Pages Jaunes Solutions numériques et médias Limitée.

### **Certaines clauses restrictives**

L'acte de fiducie régissant les nouveaux billets limite la capacité de la Société ou a une incidence sur la capacité de celle-ci à, entre autres, contracter une dette additionnelle, verser des dividendes ou autres distributions ou racheter ou rembourser certains titres d'emprunt ou capital social, contracter des emprunts ou faire des investissements, vendre des actifs, créer certains privilèges, effectuer des transactions avec des sociétés liées et consolidées, fusionner ou vendre la totalité ou la quasi-totalité de ses actifs. De telles clauses restrictives sont assujetties à certaines restrictions et exceptions, tel qu'il est prescrit par l'acte de fiducie régissant les nouveaux billets.

Au 30 juin 2018, la Société respectait toutes les clauses restrictives en vertu de l'acte de fiducie régissant les nouveaux billets.

### **Débetures échangeables**

Le 20 décembre 2012, la Société a émis, par l'entremise de sa filiale Pages Jaunes Solutions numériques et médias Limitée, 107,5 M\$ de débetures échangeables subordonnées de premier rang (les « débetures échangeables ») échéant le 30 novembre 2022. Au 30 juin 2018 et au 31 décembre 2017, la valeur nominale des débetures échangeables s'élevait à 107,1 M\$. Au 30 juin 2018, la valeur des débetures échangeables, moins la désactualisation non comptabilisée, était de 95,1 M\$, comparativement à 94,1 M\$ au 31 décembre 2017.

Les intérêts sur les débetures échangeables portent intérêt au taux de 8,0 % par année si, pour la période d'intérêt applicable, le paiement est en trésorerie, ou au taux de 12,0 % par année, pour la période d'intérêt applicable, si la Société choisit d'effectuer un paiement en nature des intérêts sur la totalité ou une partie des débetures échangeables en circulation, c'est-à-dire de payer les intérêts en débetures échangeables additionnelles. Les intérêts sur les débetures échangeables sont payables semestriellement, à terme échu, en versements égaux le dernier jour de mai et de novembre de chaque année.

Au 30 juin 2018, la Société respectait toutes les clauses restrictives en vertu de l'acte de fiducie régissant les débetures échangeables.

### **Option d'échange**

Les débetures échangeables sont échangeables au gré du détenteur contre de nouvelles actions ordinaires, en tout temps, à un prix d'échange par action ordinaire de 19,04 \$, sous réserve d'un ajustement pour transactions précisées.

## Rachat optionnel

La Société peut, en tout temps à partir de la date à laquelle la totalité des billets garantis de premier rang ont été intégralement remboursés, racheter la totalité ou une partie des débetures échangeables à son gré, sur préavis de 30 à 60 jours, à un prix de rachat égal à :

- 110 % du capital, plus les intérêts courus et impayés à la date de rachat, le cas échéant, si le rachat est effectué avant le 31 mai 2021;
- 100 % du capital, plus les intérêts courus et impayés à la date de rachat, le cas échéant, si le rachat est effectué le 31 mai 2021 ou après cette date.

## Notations

DBRS Limited	Standard & Poor's Rating Services
B (élevée)/notation de l'émetteur – tendance stable	B-/notation de la Société – perspective stable
BB (faible)/notation des billets garantis de premier rang	B+/notation des billets garantis de premier rang
B (faible)/notation des débetures échangeables	CCC/notation des débetures échangeables

## Liquidité

Les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation et les fonds en caisse sont les principales sources de trésorerie de la Société. La Société prévoit générer suffisamment de liquidités à court et à long termes pour financer ses dépenses d'investissement et ses besoins en fonds de roulement et ses obligations actuelles, ainsi que pour assurer le service de sa dette en cours. Au 30 juin 2018, la trésorerie de la Société se chiffrait à 65,0 M\$ et un montant de 43,9 M\$ était disponible en vertu de l'emprunt garanti par des actifs.

## Options

Le 20 décembre 2012, dans le cadre de la mise en œuvre de l'opération de restructuration du capital de Pages Jaunes, un nouveau régime d'options sur actions (le « régime d'options sur actions ») a été adopté. Le régime d'options sur actions vise à attirer et à conserver certains employés (les « participants ») de Pages Jaunes qui ont la capacité de contribuer de façon importante au succès de l'exploitation de l'entreprise, à offrir un incitatif significatif à la direction pour guider Pages Jaunes pendant la transition et la transformation de ses activités ainsi qu'à mieux harmoniser les intérêts de la direction avec ceux des actionnaires de Pages Jaunes Limitée. Le 7 novembre 2017, une modification au régime d'options sur actions a été mise en application afin d'accroître le nombre maximal d'actions ordinaires pouvant être émises à l'exercice des options, qui est passé de 1 290 612 à 2 806 932, soit une augmentation de 1 516 320 actions ordinaires. Les options sur actions arrivent à échéance sept ans environ après la date d'attribution et les participants doivent détenir 25 % des actions ordinaires reçues dans le cadre de l'exercice des options sur actions jusqu'à ce qu'ils respectent les lignes directrices relatives à la propriété qui s'appliquent à leurs postes respectifs.

## Données sur les actions

### Données sur les actions en circulation

	Au 8 août 2018	Au 30 juin 2018	Au 31 décembre 2017
Actions ordinaires en circulation	28 075 308	28 075 308	28 075 306
Débetures échangeables en circulation <sup>1</sup>	5 624 422	5 624 422	5 624 422
Bons de souscription d'actions ordinaires en circulation	2 995 484	2 995 484	2 995 486
Options sur actions en circulation <sup>2</sup>	1 525 692	1 525 692	1 024 550

<sup>1</sup> Au 8 août 2018, le montant en capital des débetures échangeables de Pages Jaunes en circulation s'élevait à 107,1 M\$. Ce montant peut être échangé contre 5 624 422 actions ordinaires de Pages Jaunes Limitée à un prix d'échange de 19,04 \$, sous réserve d'un ajustement pour transactions précisées, conformément à l'acte de fiducie régissant les débetures échangeables.

<sup>2</sup> Le solde des options sur actions en circulation de 1 525 692 au 8 août 2018 et au 30 juin 2018 comprend 60 425 options sur actions pouvant être exercées à ces dates. Le solde des options sur actions en circulation de 1 024 550 au 31 décembre 2017 comprend 281 325 options sur actions pouvant être exercées à cette date.

## Provenance et utilisation des flux de trésorerie

(en milliers de dollars canadiens)

Pour les semestres clos les 30 juin	2018	2017 (données retraitées)
<b>Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation</b>		
Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation, compte non tenu de la variation des actifs et des passifs d'exploitation	56 502 \$	54 012 \$
Variation des actifs et des passifs d'exploitation	480	615
	<b>56 982 \$</b>	<b>54 627 \$</b>
<b>Flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement</b>		
Acquisitions d'immobilisations incorporelles	(8 176) \$	(19 102) \$
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(1 072)	(7 979)
Avantages incitatifs relatifs à un bail reçus	3 437	338
Paiements reçus au titre de l'investissement net dans un contrat de sous-location	182	–
Produit de la vente de filiales	750	–
Achat de placements disponibles à la vente	–	(5 453)
Participation dans une entité contrôlée conjointement	–	(530)
	<b>(4 879) \$</b>	<b>(32 726) \$</b>
<b>Flux de trésorerie affectés aux activités de financement</b>		
Remboursement des billets garantis de premier rang	(30 244)	(17 421)
Achat d'actions restreintes	–	(3 129)
Paiement au titre d'une obligation liée à un contrat de location	(3 280)	(4 024)
	<b>(33 524) \$</b>	<b>(24 574) \$</b>
AUGMENTATION (DIMINUTION) NETTE DE LA TRÉSORERIE	<b>18 579 \$</b>	<b>(2 673) \$</b>
TRÉSORERIE, AU DÉBUT DE L'EXERCICE	<b>46 405</b>	<b>17 260</b>
TRÉSORERIE, À LA FIN DE LA PÉRIODE	<b>64 984 \$</b>	<b>14 587 \$</b>

### Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation

Les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation ont augmenté de 2,4 M\$, pour s'établir à 57,0 M\$, comparativement à 54,6 M\$ pour le semestre clos le 30 juin 2017, en raison principalement de l'augmentation de 13,7 M\$ du BAIIA ajusté, contrebalancée en partie par une hausse de 7,1 M\$ des paiements au titre des frais de restructuration et autres charges et par une hausse de 3,4 M\$ des intérêts versés. La hausse des intérêts versés s'explique essentiellement par le fait que les intérêts sur les billets garantis de premier rang à 10,00 % ont été payés semestriellement, au deuxième et au quatrième trimestres de 2017, alors que les intérêts sur les billets garantis de premier rang à 9,25 % qu'ils ont remplacés étaient payés chaque trimestre.

### Flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement

Les flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement se sont chiffrés à 4,9 M\$ pour le semestre clos le 30 juin 2018, comparativement à 32,7 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Cette diminution de 27,8 M\$ s'explique surtout par la baisse des investissements relatifs au développement de logiciels et des dépenses au titre du matériel de bureau et informatique et des améliorations locatives liées à la relocalisation de bureaux, ainsi qu'à la hausse des avantages incitatifs relatifs à un bail reçus.

## Flux de trésorerie affectés aux activités de financement

Les flux de trésorerie affectés aux activités de financement se sont chiffrés à 33,5 M\$ pour le semestre clos le 30 juin 2018, comparativement à 24,6 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Au cours du deuxième trimestre de 2018, un paiement de 30,2 M\$ a été effectué sur les billets garantis de premier rang comparativement à 17,4 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. En 2017, la Société a acheté des actions ordinaires de Pages Jaunes Limitée sur le marché libre afin de financer le régime d'unités d'actions restreintes et d'unités d'actions liées à la performance à un coût de 3,1 M\$.

## Instruments financiers et autres instruments

(Se reporter à la note 21 des états financiers consolidés audités de la Société pour les exercices clos les 31 décembre 2017 et 2016.)

Les instruments financiers de la Société comprennent essentiellement la trésorerie, les créances clients et autres débiteurs, les fournisseurs et autres créditeurs, les billets garantis de premier rang et les débentures échangeables.

Les dérivés incorporés n'avaient aucune valeur comptable au 30 juin 2018. La valeur comptable est établie au moyen des flux de trésorerie actualisés en fonction des taux du marché en vigueur à la clôture du trimestre, comme il est d'usage dans le secteur.

## 4. Hypothèses et estimations critiques

La préparation des états financiers consolidés intermédiaires résumés conformément aux normes IFRS exige que nous procédions à des estimations et établissons des hypothèses au sujet de notre entreprise. Ces estimations et hypothèses ont des répercussions sur les montants des actifs et des passifs, de même que sur les montants des produits et des charges et sur la présentation des actifs et des passifs éventuels dans les états financiers.

Nos hypothèses et estimations comptables critiques n'ont pas changé depuis la publication de notre rapport de gestion pour les exercices clos les 31 décembre 2017 et 2016. Ces hypothèses et estimations critiques portent sur les immobilisations incorporelles, le goodwill, les immobilisations corporelles, les avantages futurs du personnel et l'impôt sur le résultat. Se reporter à la section 5, Risques et incertitudes, pour les exercices clos les 31 décembre 2017 et 2016.

### Normes comptables

Les normes révisées suivantes sont entrées en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, et leur adoption n'a pas eu d'incidence sur les montants présentés dans nos états financiers consolidés, mais elle pourrait avoir une incidence sur la comptabilisation de transactions ou d'arrangements futurs.

### Modifications à IFRS 2, *Paiement fondé sur des actions*

En juin 2016, l'International Accounting Standards Board (« IASB ») a publié des modifications à IFRS 2, *Paiement fondé sur des actions*. Les modifications précisent que la comptabilisation des effets des conditions d'acquisition des droits et des conditions accessoires à l'acquisition des droits sur les paiements fondés sur des actions réglés en trésorerie doit se faire selon la méthode utilisée pour les paiements fondés sur des actions réglés en instruments de capitaux propres. Elles apportent également des précisions sur le classement des transactions dont le paiement est fondé sur des actions et qui comportent des modalités de règlement net, en plus d'exiger la présentation d'informations supplémentaires sur ces transactions. Elles entreront en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018 et seront appliquées de manière prospective. L'adoption anticipée est permise. Les modifications apportées à IFRS 2 n'ont pas eu d'incidence importante sur les états financiers consolidés de Pages Jaunes Limitée.

### IFRIC 22, *Transactions en monnaie étrangère et contrepartie anticipée*

En décembre 2016, l'IASB a publié une interprétation, IFRIC 22, *Transactions en monnaie étrangère et contrepartie anticipée*. Cette interprétation précise que le taux de change applicable aux transactions comportant une contrepartie anticipée payée ou reçue est le taux à la date à laquelle la contrepartie anticipée est payée ou reçue et un actif ou un passif non monétaire est comptabilisé, et non la date ultérieure à laquelle l'actif ou le passif connexe est comptabilisé dans les états financiers. Cette interprétation s'appliquera aux exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018 et elle peut être appliquée de manière prospective ou rétrospective, au gré de l'entité. IFRIC 22 n'a pas eu d'incidence importante sur les états financiers consolidés de Pages Jaunes Limitée.

Les normes suivantes ont été adoptées avec prise d'effet le 1<sup>er</sup> janvier 2018 et elles ont une incidence sur les états financiers consolidés intermédiaires résumés.

#### **IFRS 15, Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients**

Pages Jaunes Limitée a appliqué IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients*, avec prise d'effet pour les exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018. En vertu d'IFRS 15, les produits tirés des médias imprimés sont comptabilisés au moment de la livraison des annuaires imprimés plutôt que sur la durée de la période de publication de douze mois. De la même manière, les frais de publication et les commissions seront différés et comptabilisés au moment de la livraison des annuaires imprimés. Auparavant, les frais de publication et les commissions différés étaient différés et amortis sur la durée de vie économique de l'annuaire et des produits et services numériques. L'adoption de cette norme n'a pas eu d'incidence significative sur la comptabilisation des produits pour nos produits numériques, qui continueront d'être comptabilisés en résultat sur une base mensuelle à partir du moment auquel le service est offert sur la durée du contrat. Certains produits, comme les honoraires pour la conception de sites Web et de vidéos, continuent d'être comptabilisés lorsque la conception des sites Web et des vidéos est terminée. Aux fins de l'application de la mesure de simplification en vertu d'IFRS 15, la Société comptabilise à titre de charges les commissions versées aux conseillers médias pour le renouvellement de contrats dont les produits sont comptabilisés sur une période maximale de un an. Toutefois, les coûts engagés pour obtenir des contrats liés aux commissions versées aux conseillers médias lorsqu'ils concluent de nouveaux contrats de ventes sont amortis de façon linéaire sur une période de deux ans, soit la période prévue de réalisation des avantages. Pages Jaunes Limitée a appliqué IFRS 15 selon l'approche rétrospective intégrale.

Le montant de l'ajustement pour chacun des postes des états financiers des périodes précédentes sur lesquels l'application d'IFRS 15 a eu une incidence est présenté dans les états financiers consolidés intermédiaires résumés.

#### **IFRS 16, Contrats de location**

Le 1<sup>er</sup> janvier 2018, Pages Jaunes Limitée a adopté de façon anticipée IFRS 16, *Contrats de location*, qui entrera en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2019. Auparavant, la Société classait les contrats de location en tant que contrats de location simple ou contrats de location-financement après avoir déterminé si le contrat de location se traduit par le transfert de la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents à la propriété de l'actif sous-jacent à la Société et classait les paiements au titre des contrats de location simple à titre de coûts d'exploitation. En vertu d'IFRS 16, le preneur est tenu de comptabiliser un actif au titre du droit d'utilisation en ce qui concerne son droit d'utilisation de l'actif loué sous-jacent et une obligation liée à un contrat de location en ce qui concerne son obligation d'effectuer les paiements au titre de la location. L'actif au titre du droit d'utilisation est initialement évalué au coût, et amorti par la suite. L'évaluation initiale des coûts est déterminée par le montant initial des obligations liées à des contrats de location évalué, déduction faite de tout avantage incitatif relatif à un bail à recevoir et de tout paiement de loyers versé à la date de début de la période de location ou avant cette date, plus les coûts directs initiaux et les coûts de remise en état. L'obligation liée à un contrat de location est initialement évaluée à la valeur actualisée des paiements au titre de la location qui ne sont pas payés à la date de début, calculée selon le taux d'intérêt implicite du contrat de location ou, s'il est impossible de déterminer facilement ce taux, selon le taux d'emprunt marginal de la Société. La Société utilise son taux d'emprunt marginal comme taux d'actualisation. L'obligation liée à un contrat de location est évaluée au coût amorti au moyen de la méthode du taux d'intérêt effectif et est ajustée par la suite pour tenir compte des intérêts et des paiements au titre de la location. Les contrats de location déficitaires auparavant comptabilisés dans les provisions se traduisent maintenant par une perte de valeur des actifs au titre du droit d'utilisation. Pages Jaunes Limitée a appliqué IFRS 16 selon l'approche rétrospective intégrale.

Au moment de la transition à IFRS 16, la Société a choisi d'appliquer la mesure de simplification pour maintenir l'évaluation effectuée quant à savoir quelles transactions sont des contrats de location. Elle a appliqué IFRS 16 seulement aux contrats antérieurement identifiés comme des contrats de location. Les contrats qui n'étaient pas identifiés comme des contrats de location en vertu des normes précédentes n'ont pas été réévalués pour déterminer s'ils étaient des contrats de location. Par conséquent, la définition d'un contrat de location en vertu d'IFRS 16 a été appliquée seulement aux contrats conclus ou modifiés à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018.

En vertu d'IFRS 16, la Société doit considérer le classement d'un contrat de sous-location en tant que contrat de location-financement ou contrat de location simple, en fonction de l'actif au titre du droit d'utilisation et non en fonction de l'actif sous-jacent. La Société a considéré et classé son contrat de sous-location en tant que contrat de location-financement en vertu d'IFRS 16 et a par conséquent décomptabilisé l'actif au titre du droit d'utilisation lié au contrat de location principal faisant l'objet d'une sous-location, puis a comptabilisé une créance locative équivalente à l'investissement net dans le contrat de sous-location, conservé l'obligation liée à un contrat de location comptabilisée précédemment en sa qualité de preneur, comptabilisé les charges d'intérêts connexes par la suite et comptabilisé les produits d'intérêts sur la créance au titre de la sous-location en sa qualité de bailleur du contrat de location-financement.



Le montant de l'ajustement pour chacun des postes des états financiers des périodes précédentes sur lesquels l'application d'IFRS 16 a eu une incidence est présenté dans les états financiers consolidés intermédiaires résumés.

### **IFRS 9, Instruments financiers**

En juillet 2014, l'IASB a publié la version finale d'IFRS 9, *Instruments financiers*. IFRS 9 remplace les exigences d'IAS 39, *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation*. IFRS 9 présente de nouvelles exigences relatives au classement et à l'évaluation des actifs et passifs financiers, à la dépréciation des actifs financiers et à la comptabilité de couverture générale. L'adoption d'IFRS 9 n'a pas eu d'incidence importante sur les méthodes comptables de la Société liées aux passifs financiers. L'incidence d'IFRS 9 sur le classement et l'évaluation des actifs financiers est présentée ci-dessous. La Société a appliqué l'exemption permettant de ne pas retraiter l'information comparative pour les périodes précédentes en ce qui a trait aux exigences relatives au classement et à l'évaluation (y compris la dépréciation). Les écarts au titre des valeurs comptables des actifs financiers et des passifs financiers découlant de l'adoption d'IFRS 9 sont comptabilisés dans le déficit au 1<sup>er</sup> janvier 2018. Par conséquent, l'information présentée pour 2017 ne tient pas compte des exigences d'IFRS 9, mais plutôt de celles d'IAS 39.

Le classement et l'évaluation des actifs financiers sont déterminés en fonction du modèle d'affaires de la Société pour la gestion des actifs financiers et des caractéristiques de leurs flux de trésorerie contractuels. Les actifs financiers sous forme de capitaux propres sont par la suite évalués à la juste valeur par le biais du résultat net à moins que la Société n'ait fait le choix irrévocable de les évaluer à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global. La variation de la juste valeur des actifs financiers sous forme de capitaux propres désignés comme tel ne doivent pas être virés ultérieurement au résultat net au moment de leur cession. Au moment de la transition à IFRS 9, la Société a fait le choix irrévocable de présenter les profits et les pertes liés à la juste valeur des placements en titres de capitaux propres dans les autres éléments du résultat global.

En ce qui concerne la dépréciation des actifs financiers, IFRS 9 exige de suivre le modèle des pertes de crédit attendues plutôt que le modèle des pertes de crédit subies d'IAS 39. Le modèle des pertes de crédit attendues exige que la Société comptabilise les pertes de crédit attendues et les variations de ces pertes de crédit attendues à chaque date de clôture pour refléter les changements du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale des actifs financiers. Par conséquent, un événement lié au crédit n'a plus à survenir avant la comptabilisation des pertes de crédit.

Dans le cas des créances clients et des actifs sur contrat, la Société a appliqué l'approche simplifiée permise en vertu d'IFRS 9, qui exige que les pertes de crédit attendues pour la durée de vie soient comptabilisées au moment de la comptabilisation initiale. Bien que la trésorerie et les autres débiteurs soient aussi assujettis aux exigences relatives à la dépréciation en vertu d'IFRS 9, les pertes de crédit attendues identifiées n'étaient pas significatives.

La Société évalue si les actifs financiers sont dépréciés à chaque date de clôture. La Société considèrera qu'un actif financier fait l'objet d'une défaillance lorsqu'il est improbable que la partie redevable s'acquitte de ses obligations envers la Société dans son ensemble et que la Société ne peut exercer aucun recours pour réaliser la garantie (le cas échéant). La Société a choisi de considérer qu'une défaillance ne survient pas lorsque l'actif financier est en souffrance plus de 90 jours, car la Société dispose d'informations raisonnables et justifiables pour démontrer qu'un critère de défaillance tardif convient davantage et que le risque de défaillance n'est pas nécessairement accru. Lorsqu'elle évalue si une partie redevable manque à ses obligations, la Société tiendra compte d'indicateurs qualitatifs (p. ex. non-respect des conditions) et quantitatifs (p. ex. état « en retard ») et de données obtenues à l'interne et de sources externes. Les données utilisées pour évaluer si un actif financier fait l'objet d'une défaillance, de même que leur importance, peuvent varier au fil du temps en fonction des circonstances.

Dans le cas des actifs entrant dans le champ d'application du modèle de dépréciation d'IFRS 9, il est normalement attendu que les pertes de crédit attendues augmenteront. Le montant de la correction de valeur pour dépréciation et les catégories d'évaluation sur lesquelles l'application d'IFRS 9 a eu une incidence pour les périodes précédentes sont présentés dans les états financiers consolidés intermédiaires résumés.

La norme suivante a été publiée, mais n'est pas encore entrée en vigueur.

### **IFRIC 23, Incertitude relative aux traitements fiscaux**

En juin 2017, l'IASB a publié une interprétation, IFRIC 23, *Incertitude relative aux traitements fiscaux*. Cette interprétation précise que lorsqu'il y a un doute quant aux traitements fiscaux à utiliser dans la détermination du bénéfice imposable ou de la perte fiscale, une entité doit faire preuve de jugement et appliquer le traitement fiscal qui est le plus susceptible d'être accepté par les autorités fiscales. Pour évaluer le degré de probabilité que le traitement fiscal soit accepté, l'entité suppose que

le traitement fiscal sera examiné par les autorités fiscales compétentes ayant pleine connaissance de toute l'information pertinente. Cette interprétation s'appliquera aux exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2019, et l'adoption anticipée est permise. Pages Jaunes évalue actuellement l'incidence qu'aura cette interprétation sur ses états financiers consolidés intermédiaires résumés.

## 5. Risques et incertitudes

Se reporter à la section « Risques et incertitudes » de notre rapport de gestion pour les exercices clos les 31 décembre 2017 et 2016 et à notre notice annuelle datée du 26 mars 2018 pour obtenir une description complète des facteurs de risque auxquels la Société pourrait être exposée, notamment « Une forte concurrence pourrait réduire la part de marché de la Société et avoir une incidence défavorable importante sur cette dernière, ses activités, ses résultats d'exploitation et sa situation financière », « Une diminution plus marquée que prévu du taux de déclin des produits tirés des médias imprimés en raison de changements dans les préférences et les habitudes des consommateurs pourrait avoir une incidence défavorable significative sur la Société, ses activités, ses résultats d'exploitation et sa situation financière », « L'incapacité de la Société de générer des fonds suffisants, qu'ils proviennent de l'exploitation, de financements par emprunt ou par actions ou de refinancements pourrait avoir une incidence défavorable significative sur la Société, ses activités, ses résultats d'exploitation et sa situation financière ».

Comprendre et gérer les risques sont deux éléments essentiels du processus de planification stratégique de PJ. Le Conseil exige que nos cadres supérieurs déterminent et gèrent de façon appropriée les principaux risques liés à nos activités d'exploitation. Afin de comprendre et de gérer les risques de PJ, notre conseil d'administration et notre équipe de la haute direction analysent les risques selon trois grandes catégories :

1. Les risques stratégiques – pour la plupart, de nature externe;
2. Les risques financiers – généralement liés à des questions abordées dans la politique de gestion des risques financiers et dans l'énoncé de la politique et des procédures en matière de placements pour la retraite;
3. Les risques d'exploitation – principalement liés aux risques dans tous les principaux secteurs fonctionnels de l'organisation.

PJ a adopté certains principes directeurs afin de tenter de gérer les risques auxquels elle pourrait être exposée. Malgré ces principes, la Société ne peut garantir que ses efforts seront fructueux. Nos risques et incertitudes sont demeurés inchangés depuis la publication de notre rapport de gestion pour les exercices clos les 31 décembre 2017 et 2016, sauf pour ce qui est décrit à la section « Information prospective » du présent rapport de gestion. Pour plus d'information, se reporter à la partie correspondante de notre rapport de gestion pour les exercices clos les 31 décembre 2017 et 2016.

## 6. Contrôles et procédures

À titre de société ouverte, nous devons prendre les mesures nécessaires pour nous assurer que l'information significative concernant nos rapports présentés ou déposés en vertu des lois sur les valeurs mobilières donne une image fidèle de l'information financière de PJ. Cette responsabilité incombe à la direction, notamment au président et chef de la direction et au chef de la direction financière. La direction est responsable de l'établissement des contrôles et procédures de communication de l'information, de leur maintien et de leur évaluation ainsi que du contrôle interne à l'égard de l'information financière.

### Contrôles et procédures de communication de l'information

L'évaluation de la conception et de l'efficacité des contrôles et des procédures de communication de l'information (selon les modalités du Règlement 52-109) a été effectuée sous la supervision du président et chef de la direction et du chef de la direction financière. Ces derniers ont conclu que ces contrôles et procédures de communication de l'information de la Société étaient efficaces au 30 juin 2018.

### Contrôle interne à l'égard de l'information financière

La conception et l'efficacité du contrôle interne à l'égard de l'information financière (selon les modalités du Règlement 52-109) ont été évaluées sous la supervision du président et chef de la direction et du chef de la direction financière. À la suite de ces évaluations, ces derniers ont conclu que le contrôle interne à l'égard de l'information financière était efficace au 30 juin 2018.

Au cours du trimestre ouvert le 1<sup>er</sup> avril 2018 et clos le 30 juin 2018, le contrôle interne à l'égard de l'information financière n'a subi aucun changement qui a eu ou qui pourrait raisonnablement avoir une incidence significative sur ce contrôle.